

Un article Le Nouvel Observateurfr du 31 janvier 2013

Combien gagnent les fonctionnaires ? (01.02)

Gel du point d'indice de la fonction publique, coup de frein sur l'évolution des carrières, baisse des effectifs : les fonctionnaires demandent une amélioration de leurs conditions de travail. Question salaire, cependant, même si chaque cas est différent, ils ne sont pas forcément moins bien payés que dans le privé, si l'on en croit les statistiques fournies par le gouvernement.

Ainsi, les employés et les ouvriers (C) travaillant pour les collectivités territoriales perçoivent en moyenne 1.588 euros net par mois, soit un peu plus que ceux du privé, à 1.547 euros. Dans la fonction publique hospitalière, les agents de service sont à 1.668 euros, les ouvriers à 1.611 euros.

Les agents au niveau intermédiaires (B) touchent en moyenne 2.257 euros net par mois au sein de l'Etat, 2.181 euros dans les collectivités et 2.051 euros dans la fonction publique hospitalière, sauf les infirmières et les aides sociales, qui sont à 2.293 euros. Dans le privé, le niveau équivalent perçoit 2.143 euros net par mois en moyenne.

Enfin, alors que les cadres dans le privé sont payés en moyenne 2.950 euros par mois, ils touchent 2.977 euros au sein de l'Etat (voire 3.708 euros si l'on retire les enseignants), 3.174 euros dans la fonction publique territoriale et 3.520 euros dans la santé. Les médecins touchent en moyenne 4.702 euros par mois

Commentaire.

Ces données sont fournies à titre indicatif uniquement.

Je recopie ce qui figurait dans un tableau en annexe que je ne peux pas insérer dans cet article.

Salaires mensuels net en 2010. A : cadres ; B : intermédiaires ; C : employés et ouvriers

Fonction publique d'Etat : (A) 2 977 ; (B) 2 257

Fonction publique d'Etat hors enseignants : (A) 3 708; (B) 2 350

Fonction publique territoriale : (A) 3 174 ; (B) 2 181 ; (C) 1 588

Etablissements publics de santé : médecins : 4 702 ; cadres administratifs : 3 520 ; infirmières et aides sociales : 2 293 ; administratifs intermédiaires : 2 051 ; agents de service : 1 668 ; ouvriers : 1 611

Sources : DADS, SIASP, INSEE, DREES et DGAFP-DES

Un article nouvelobs.com du 1er février 2013

ArcelorMittal : fermer Florange et... empocher des millions ? (01.02)

C'est une information qui ne va pas faire plaisir aux salariés du groupe ArcelorMittal. Alors que les métallos français, belges et luxembourgeois prévoient de se retrouver le mercredi 6 février pour manifester ensemble devant le Parlement européen à Strasbourg, le site Notre planète.info révèle que le géant franco-indien pourrait continuer à engranger des millions d'euros grâce à la fermeture définitive des hauts-fourneaux lorrains.

Pendant que les métallos de Florange remuent ciel et terre pour sauver leur emploi et que l'Etat indemnise leurs périodes de chômage partiel, ArcelorMittal, qui a prévu de fermer les hauts-fourneaux du site en mars 2013, devrait tout de même percevoir ses quotas de permis à polluer. "*Lorsqu'une installation a cessé ses activités, l'État membre concerné ne lui délivre plus de quotas d'émission à compter de l'année suivant la cessation des activités*", précise en effet la Commission européenne, citée par le site d'informations.

Un cadeau de 19 millions d'euros

Le nouveau plan d'allocation français, pour la période 2013-2020, prévoit ainsi, selon Notre planète.info, un quota gratuit de 3,8 millions de tonnes de CO2 de permis à polluer pour le site de Florange. A environ 5 euros la tonne sur le marché des droits à polluer, cela représente un joli pactole de 19 millions d'euros !

Florange fait en effet partie, explique le site, des quelque 10.000 sites industriels européens qui ont été intégrés au système d'échange de quotas d'émissions de CO2 mis en place en 2005. En fin d'année, si le site industriel dépasse son quota, il doit acheter des "*droits à polluer*" sur le marché carbone pour compenser ses émissions. Si, à l'inverse, il n'utilise pas tout son quota, il peut engranger et accumuler ses permis d'émissions pour ensuite les revendre à des entreprises qui ont dépassé leurs propres quotas.

D'après Notre planète.info, ArcelorMittal n'a pas dépassé son quota annuel en 2009, 2010 et 2011, économisant plusieurs millions de tonnes de CO2. Et ce, en partie grâce à la mise en sommeil de ses hauts-fourneaux de Florange ! Au niveau mondial, ArcelorMittal serait même la compagnie qui a accumulé le plus grand excédent de quotas.

Le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg, le ministre de l'Economie du gouvernement wallon, Jean-Claude Marcourt, et le ministre luxembourgeois de l'Economie, Etienne Schneider évoqueront le dossier ArcelorMittal devant la Commission européenne le 12 février. Une réunion qui se tiendra à l'occasion d'une table ronde consacrée à l'avenir de la sidérurgie en Europe.

Commentaire.

Vous avez le droit de clouer au pilori EELV !

Un article de l'AFP 31 janvier 2013

Dix millions de Français frappés par la crise du logement. (03.02)

Dix millions de personnes sont affectées par la crise du logement en France, selon le 18e rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement publié vendredi.

Il s'agit du premier rapport publié depuis la prise de fonction de François Hollande qui a signé en février 2012 le "*contrat social*" de la Fondation qui prévoit la production de 500.000 logements par an, dont 150.000 sociaux.

Reçue à l'Élysée jeudi matin, une délégation de la Fondation Abbé Pierre a décrit un "*chef de l'Etat très au fait du problème et de la situation*".

"*Il a déclaré qu'il ne renierait aucun des engagements pris l'année dernière en dépit de la situation budgétaire et économique actuelle*", a dit à Reuters le délégué général de la Fondation, Patrick Doutreligne.

François Hollande devrait effectuer très prochainement un déplacement sur le thème du logement au cours duquel il pourrait annoncer une série de mesures.

Six ans après la mort de l'Abbé Pierre, la fondation éponyme recense 685.142 personnes privées de domicile personnel, dont 133.000 sans domicile, 18.142 en résidence sociale, 38.000 en chambre d'hôtel, 85.000 dans des "*habitations de fortune*" et 411.000 contraintes de vivre chez des tiers.

Quelque 2,7 millions de personnes vivent par ailleurs dans des conditions de logement jugées "*très difficiles*", sans confort ou très surpeuplé. Le rapport fait également état de 172.847 personnes vivant dans des logements meublés et 71.188 gens du voyage ne pouvant accéder à une aide d'accueil.

Au total, ce sont plus de 3,6 millions de personnes qui sont mal logées. S'ajoutent 5 millions de personnes fragilisées par rapport au logement, c'est-à-dire occupant une copropriété en difficulté, un logement surpeuplé, ou devant faire face à des impayés.

Le rapport fait également état de 1,179 millions de ménages en attente d'un logement social, de 3,8 millions de ménages en situation de précarité énergétique, de 1,3 million de locataires en difficulté de paiement tout comme 565.000 propriétaires, et de 91.000 ménages menacés d'expulsion.

La publication de ce rapport survient alors que plusieurs affaires de mal-logement ont été récemment médiatisées. Une mère célibataire d'une trentaine d'années a ainsi été expulsée mi janvier, en pleine trêve hivernale, de son logement de 4m2 à Paris après trois mois d'impayés.

En signant le "*contrat social pour une nouvelle politique du logement*" en 2012, François Hollande s'était engagé à atteindre l'objectif de 500.000 logements par an, généraliser la taxe sur les logements vacants dans les zones de marché tendu, encadrer les loyers privés et éradiquer 600.000 logements indignes.

Lors de sa rencontre jeudi avec la Fondation Abbé Pierre, le chef de l'Etat a "*souligné que les efforts devaient être poursuivis pour favoriser la production de logements*", selon un communiqué de l'Élysée.

"*Un an après le changement de majorité politique, un certain nombre de dispositions ont été adoptées, des perspectives ont été tracées*", estime la Fondation Abbé Pierre dans son rapport. "*Certes on ne peut pas attendre des résultats significatifs après six mois d'action gouvernementale mais on peut toutefois apprécier si elle s'engage dans la bonne direction.*"

La Fondation relève entre autres les mesures de soutien au développement de la construction locative sociale, la mise en place d'un nouveau dispositif pour encourager l'investissement locatif ainsi que les dispositions concernant la taxation des logements vides ou les réquisitions.

L'organisation pointe en revanche une démarche "*chaotique*" du gouvernement en matière d'accueil d'urgence.

"Après une rallonge budgétaire habituelle et l'annonce de la création de nouvelles places, la démarche engagée semble toutefois aller dans le bon sens", juge-t-elle.

Quant à la gestion des expulsions, le gouvernement a "*mêlé réponses en urgence et annonce de démarches plus lointaines*", déplore la Fondation Abbé Pierre.

"La circulaire du 26 octobre sur la gestion des expulsions locatives a été beaucoup trop tardive pour être efficace et n'a pas su limiter les effets sociaux les plus dévastateurs des expulsions qui se sont poursuivies jusqu'au 31 octobre."

Un article de l'AFP du 2 février 2013

De nouveau en récession, l'Ukraine se prépare à une année difficile. (03.02)

L'Ukraine, retombée en récession fin 2012, aborde l'année en position difficile, peinant à s'accorder avec le Fonds monétaire international (FMI) pour se financer et de nouveau en froid avec la Russie sur le dossier gazier.

Les statistiques officielles ont confirmé cette semaine les prévisions des analystes: cette ex-république soviétique de 46 millions d'habitants a vu son produit intérieur brut (PIB) se contracter pendant deux trimestres de suite pour la première fois depuis 2009.

Le PIB a reculé de 2,7% au quatrième trimestre en glissement annuel, après une baisse de 1,2% au troisième trimestre.

Et sur l'ensemble de l'année, la croissance ne s'élève qu'à 0,2%, contre 5,2% en 2011 et alors que le budget 2012 était bâti sur une prévision de 3,9%.

Des experts ukrainiens mettent notamment en cause la crise que traverse la métallurgie ukrainienne. Cette industrie, qui assure 20% du PIB et 60% des exportations nationales, a vu sa production plonger de 5,2% en décembre.

La politique de la banque centrale, qui a imposé des restrictions sur les liquidités bancaires pour éviter une dépréciation de la devise nationale à l'approche des législatives de fin 2012, est également montrée du doigt par certains.

Les exportations assurant plus de la moitié de son PIB, "*l'économie ukrainienne a été durement frappée l'an dernier pas la détérioration des conditions économiques dans le monde*", souligne dans une note d'analyse Raiffeisen Bank Aval.

Pour ne rien arranger, la récession fait son retour au moment où le pays fait face à des remboursements record d'emprunts cette année: plus de 9 milliards de dollars dont plus de 6 milliards au FMI.

La Russie dont les importations du gaz ont coûté à Kiev plus de 13 milliards de dollars l'an dernier, vient de verser de l'huile sur le feu. Elle réclame sept milliards de dollars de plus pour du gaz non acheté mais prévu par le contrat, ce que l'Ukraine refuse pour l'instant.

Cette "*menace met le gouvernement ukrainien face à un sérieux défi budgétaire. Il lui sera difficile de payer ne serait-ce qu'une partie de cette somme*", prévient Eurasia Group, une société spécialisée dans les relations internationales.

Avec son budget déjà déficitaire, l'Ukraine est contrainte d'emprunter davantage. Le gouvernement a déjà déclaré qu'il souhaitait obtenir 15 milliards de dollars du FMI dont une mission se trouve à Kiev depuis mardi.

Mais les négociations ne s'annoncent pas faciles. Le Fonds, qui a déjà suspendu son aide à Kiev en 2011 faute de réformes promises, exige des mesures impopulaires, dont une hausse du prix du gaz pour les ménages et une plus grande flexibilité du taux de changes de la monnaie ukrainienne.

Le Premier ministre Mykola Azarov s'est voulu optimiste, assurant lors d'une récente rencontre avec des médias étrangers que le pays pourrait facilement emprunter sur des marchés. Mais les analystes sont plus réservés.

"*Sans le FMI, personne ne leur donnera d'argent à de bonnes conditions*", a déclaré à l'AFP Igor Mazepa, fondateur du groupe d'investissement ukrainien Concorde Capital.

Pour lui, le gouvernement n'a pas beaucoup de marge de manoeuvre et finira selon toute vraisemblance de se plier aux exigences du Fonds.

Premier signe de compromis, M. Azarov et son chef de la diplomatie Léonid Kojara ont pour la première fois admis ces derniers jours la possibilité d'augmenter les tarifs du gaz pour la population.

Même si Kiev arrive à décrocher l'aide du FMI, "*l'année 2013 sera dure pour l'économie ukrainienne (...) et la stagnation économique se poursuivra*", prévient Erste Bank, qui table sur une hausse du PIB annuelle de 1,5% du PIB.

"*La situation est compliquée, mais gérable*", souligne à l'AFP le PDG de Raiffeisen Bank Aval Volodymyr Lavrentchouk. Son établissement prévoit une croissance de 2,5% en 2013, sans exclure un scénario pessimiste de 0,5-1%.

Un article de l'AFP du 2 février 2013

La Slovaquie s'inquiète d'un possible retrait d'US Steel. (03.02)

Des signes que U.S. Steel cherche un repreneur pour ses grandes aciéries à Kosice dans l'est de la Slovaquie ont semé la consternation dans ce pays de la zone euro de 5,4 millions d'habitants dont le géant d'acier américain est le premier employeur.

Fondée dans les années 1960 et rachetée par U.S. Steel en 2000 pour quelque 350 millions d'euros, la compagnie Vychodoslovenske Zeleziarne (VSZ, Aciéries de Slovaquie orientale) compte 11.000 salariés. S'y ajoutent des milliers d'emplois indirects.

U.S. Steel a révélé en novembre que plusieurs investisseurs étaient intéressés par la reprise de l'usine de Kosice.

Les médias ont notamment mentionné le groupe Metinvest, numéro un d'acier en Ukraine. Metinvest a toutefois nié tout intérêt pour la transaction.

U.S. Steel garde le silence sur les raisons de son départ éventuel. Selon le Premier ministre social-démocrate slovaque, Robert Fico, ce sont les règlements européens très stricts dans le domaine de l'environnement qui poussent US Steel à envisager de quitter la Slovaquie.

M. Fico a fait également état d'une hausse des prix des matières premières et de la fin des mesures d'exemption fiscales au bout de dix ans.

L'acier coule dans les veines de Kosice, grand pôle de l'industrie lourde slovaque fort de 240.000 habitants, affichant un taux de chômage de 10%.

Bartolomej Deak a pour la première fois franchi le seuil de l'usine il y a 28 ans. Ses deux frères y travaillent aussi et ses deux fils espèrent les imiter un jour.

"L'état d'esprit des salariés est mauvais. La peur est sensible", a-t-il confié à l'AFP.

Vladimir Vano, analyste à la banque Volksbank, avertit qu'un *"nouveau propriétaire pourrait s'orienter vers des produits à une plus haute valeur ajoutée ce qui risquerait d'entraîner une réduction des effectifs surtout dans le secteur du traitement du minerai de fer"*.

Producteur d'acier basé à Pittsburgh (Ohio) avec d'importants sites aux Etats-Unis, au Canada et en Europe centrale, U.S. Steel figure parmi les 15 premiers producteurs mondiaux. Ses capacités de production d'acier brut se chiffrent à 29,3 millions de tonnes nettes par an.

U.S. Steel Kosice est un fournisseur clé pour les trois constructeurs automobiles implantés en Slovaquie: l'allemand Volkswagen, le français PSA Peugeot Citroën et le sud-coréen Kia.

Le secteur automobile slovaque a battu en 2012 un record avec quelque 900.000 véhicules produits. Les affaires vont bien aussi pour la sidérurgie en Slovaquie, malgré la morosité qui règne dans l'UE, son principal marché à l'exportation.

De ce point de vue, l'éventuel retrait du groupe américain soulève des questions d'autant plus que son site slovaque a affiché chaque année des bénéfices à l'exception d'une perte nette de 25 millions d'euros enregistrée en 2011.

Selon l'analyste de la banque Tatra, Juraj Valachy, l'éventuel départ d'U.S. Steel *"pourrait être une décision stratégique, le groupe ayant déjà fermé l'année dernière une usine en Serbie"*.

Le groupe américain a quitté la Serbie en revendant au Trésor serbe pour un dollar un site d'une valeur estimée à 23 millions de dollars.

M. Fico a offert à U.S. Steel des incitations en matière d'énergie, d'environnement et de transport, afin de compenser les quelque 500 millions de dollars qu'il devrait investir d'ici 2016 dans les technologies vertes pour se conformer à la législation européenne.

Cette offensive de charme intervient au moment où le taux de chômage en Slovaquie a grimpé à son plus haut niveau depuis huit ans (14,44% en décembre) et où Bratislava se voit obligé de réduire sa prévision de croissance pour 2013 à 1,2% du PIB, après une hausse de 2,3% en 2012.

"Il est de l'intérêt des deux parties de poursuivre les négociations et de trouver une solution pour que cet investisseur puisse rester en Slovaquie", a récemment affirmé le chef du gouvernement.

Les règlements de l'UE en matière de l'environnement *"mettent les sociétés locales dans une situation désavantageuse par rapport à celles situées en Ukraine ou en Chine où elles n'ont pas à se conformer à ces règles"*, estime M. Fico, farouche critique des privatisations.

Un article du portail WWS publié par Mondialisation.ca du 2 février 2013

Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. (04.02)

Avec l'aggravation de la crise grecque, le chef du parti d'opposition SYRIZA (Coalition de la gauche radicale) est venu aux Etats-Unis cette semaine pour des réunions à huis-clos avec les représentants du ministère des Affaires étrangères et du FMI, ainsi que pour une série d'apparitions en public.

Pendant que le gouvernement grec du Premier ministre Antonis Samaras utilisait des méthodes dignes d'un Etat policier pour briser une grève des travailleurs du métro, Tsipras s'est servi de son voyage pour dire aux représentants américains et à ceux du FMI qu'ils n'auraient rien à craindre s'il arrivait au pouvoir.

Les derniers sondages indiquent que SYRIZA et Nouvelle démocratie, le principal parti du gouvernement de coalition entre conservateurs et socio-démocrates, sont pratiquement au coude-à-coude. Avec 27 pour cent des voix aux dernières élections, SYRIZA représente le principal parti d'opposition, et avec une colère populaire qui monte contre les mesures d'austérité sans fin et le chômage de masse, il est tout à fait possible qu'il arrive premier aux prochaines élections.

Tsipras a consacré sa tournée américaine à rassurer la classe dirigeante américaine sur le fait que si cela se produisait, elle pourrait compter sur lui et SYRIZA pour servir de pilier de la stabilité du capitalisme, qu'il oeuvrera à supprimer les élans révolutionnaires de la classe ouvrière grecque.

« *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient,* » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington.

Mercredi, Tsipras a participé à des négociations au ministère des Affaires étrangères avec l'adjoint du ministre des Affaires étrangères Eric Rubin, responsable des questions liées à la Grèce, la Turquie, Chypre et le Caucase, ainsi qu'avec Christopher Smart, l'adjoint du ministre des Finances pour l'Europe et l'Eurasie.

Jeudi, le chef de SYRIZA a rendu visite au siège du Fonds monétaire international, y rencontrant son numéro deux, David Lipton, le premier directeur adjoint de l'agence.

Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton et le dirigeant de SYRIZA « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* »

Le ministère des Affaires étrangères n'a toujours pas publié de communiqué sur sa réunion avec Tsipras.

Pour sa part, SYRIZA affirme que, bien qu'il y ait « *des accords et des désaccords,* » la réunion au ministère des Affaires étrangères a révélé une « *évaluation commune* » sur le fait que la poursuite de l'austérité n'était pas la réponse à la crise économique grecque. Il a été dit que Tsipras avait assuré aux représentants américains qu'il croyait que la Grèce avait un « *rôle important* » à jouer pour assurer la stabilité internationale et qu'elle mènerait une politique internationale s'appuyant sur « *la durée et la cohérence.* » Dans d'autres remarques, Tsipras a défendu le maintien de la Grèce dans l'OTAN.

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine. (La transcription intégrale en anglais est disponible sur le portail WWS).

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]... Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assurait à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Sa principale proposition, à laquelle il a fait référence à plusieurs reprises dans ses remarques, est, pour reprendre ses termes, une « coupe » pour les créanciers publics de la Grèce, principalement la Banque centrale européenne (BCE) et les pays de la zone euro, similaire à l'annulation partielle de la dette imposée aux banques et aux prêteurs privés en octobre 2011 qui a réduit de moitié les intérêts attendus des emprunts grecs.

Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérité passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* »

« *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

En fait, SYRIZA a obtenu 27 pour cent des voix l'an dernier en s'appuyant sur sa promesse d'inverser toutes les précédentes coupes du gouvernement Grec et de revenir sur l'accord. Comme l'ont démontré les commentaires de Tsipras à Athènes, ce parti n'a aucune intention de faire quoi que ce soit de ce genre. La rhétorique anti-coupes ne vise simplement qu'à détourner la colère des travailleurs grecs vers des voies sans danger pour le capital.

Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de SYRIZA.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus socio-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après le Journal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « *souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grèce et est plus acceptable vue de l'étranger.* »

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « *Dans un pays où les gauchistes ont historiquement été incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture.* »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis.

« *L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce,* » a-t-il dit. « *Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008.* »

Dans son intervention à l'Université Columbia de la ville de New York jeudi soir, Tsipras n'a présenté qu'un visage légèrement plus « à gauche », tentant de gagner le soutien de son public en insistant sur la montée des forces fascistes en Grèce, organisées au sein du parti d'ultra-droite Aube dorée (Chryssi Avghi).

Il a appelé son auditoire à se joindre à SYRIZA dans sa tentative « *d'ériger un pare-feu de démocratie contre le fascisme et le néonazisme.* »

La réalité politique est que le double langage des éléments de la pseudo-gauche comme SYRIZA, qui dénoncent l'austérité dans leurs discours tout en soutenant la stabilité capitaliste et l'Union européenne en pratique, alimente la croissance d'Aube dorée, permettant aux fascistes de se présenter comme l'opposant combatif de l'UE, des banquiers et du monde politique dont SYRIZA fait partie.

Bill Van Auken

Un article de l'AFP du 4 février 2013

Libye: des appels à une "*deuxième révolution*" inquiètent les autorités (06.02)

Deux ans après la "*révolution*" qui a renversé le dictateur Mouammar Kadhafi, les autorités libyennes sont critiquées pour leur incapacité à mener des réformes, et les appels à manifester le 15 février se multiplient, certains allant jusqu'à réclamer une "*deuxième révolution*".

Les autorités ont mis leurs services de sécurité en état d'alerte afin d'empêcher tout débordement à l'occasion des festivités commémorant l'anniversaire de "*la révolution du 17 février*".

Les revendications vont du "*bannissement des responsables de l'ancien régime*" à "*la chute du (nouveau) régime*", en passant par la dissolution des milices armées, ou la réforme de l'enseignement supérieur.

Un tract circulant à Tripoli appelle ainsi à un "*soulèvement populaire*" et à la "*désobéissance civile*", pour "*faire tomber le régime*", encourageant les Libyens à faire des réserves de nourriture et de carburant, en prévision d'une paralysie du pays à partir du 15 février.

Partis de Benghazi (est), ces appels ont été relayés sur les réseaux sociaux et dans les médias par plusieurs groupes libyens, dont les partisans du fédéralisme dans l'est du pays et des organisations de la société civile.

"*Les appels à manifester sont justifiés par une accumulation de problèmes*", a déclaré à l'AFP Mohamed al-Mufti ancien prisonnier politique invoquant l'inflation, le coût de la vie et le chômage élevé chez les jeunes. "*Ce mouvement a aussi des motivations politiques avec des revendications portant sur le fédéralisme et la contestation des décisions et des choix de l'Assemblée et du gouvernement*", a-t-il ajouté.

Pour Zahia Attia, militante politique, "*il s'agira de sit-in et de marches de protestation pacifiques pour dénoncer l'échec de l'Assemblée nationale à réaliser des avancées dans des dossiers tels que la réconciliation nationale, la répartition des ressources, (...) et la rédaction d'une Constitution*".

Craignant des débordements similaires à ceux qui ont touché l'Égypte voisine à l'occasion du deuxième anniversaire de "*la révolution égyptienne du 25 janvier*", les autorités ont tenu plusieurs réunions pour organiser les festivités prévues le 17 février, et surtout pour se préparer sur le plan sécuritaire aux manifestations du 15 février.

Le ministre de l'Intérieur libyen, Ashour Shwayel, a exprimé ses "*craintes de voir les mouvements de protestation du 15 février perdre leur caractère pacifique*", tout en soulignant "*le droit de chaque citoyen (...) à exprimer son opinion politique*".

Amor Bouchaala, membre de la Coordination des organisations de la société civile, a exigé que les manifestations restent pacifiques pour que son organisation y participe. "*Les revendications doivent porter sur la correction du processus de la révolution et non sur la contestation ni de l'Assemblée nationale, ni du gouvernement, qui sont des institutions légitimes*", élués par le peuple, a-t-il ajouté.

Des responsables et plusieurs organisations, dont des groupes islamistes, accusent des fidèles de l'ancien régime d'être derrière ces appels à manifester destinés, selon eux, "*à semer le désordre et à perpétuer l'instabilité dans le pays*".

Sur Facebook, des internautes opposés à ces appels ont souligné que "*les institutions sont légitimes et qu'il n'y a aucune raison qu'elles soient contestées*".

Mais pour Hadj Ahmed Mouldi, 54 ans, technicien informatique à Tripoli, les Libyens vont se mobiliser car "*16 mois après la chute de Kadhafi, rien n'a changé et les différents gouvernements n'ont réussi ni à établir la sécurité, ni à restaurer l'autorité de l'Etat*".

Un article de l'AFP du 5 février 2013

La CIA a bénéficié de la collaboration de 54 pays pour ses prisons secrètes (06.02)

La Belgique, l'Algérie, le Danemark, le Canada: au total 54 pays ont collaboré avec la CIA dans son programme de détention secrète et de tortures de suspects de terrorisme après les attentats du 11-Septembre, selon le rapport d'une organisation humanitaire publié mardi.

Selon l'organisation Open Society Justice Initiative, ces 54 gouvernements étrangers ont participé à ce programme de l'agence du renseignement américain de diverses manières: en accueillant les prisons secrètes sur leur sol, en aidant à la capture et au transport des détenus, en interrogeant et en torturant selon le programme d'interrogatoires renforcés, en fournissant des renseignements ou encore en ouvrant leur espace aérien pour permettre le transfert illégal de personnes d'un pays à un autre.

"En participant à ces opérations, ces gouvernements ont violé aussi le droit intérieur et international et ont sapé les règles contre la torture" qui est "non seulement illégale et immorale mais aussi inefficace pour réunir des renseignements fiables", dénonce le rapport intitulé *"De la mondialisation de la torture"*.

Ces 54 pays cités dans le rapport sont localisés sur tous les continents, de l'Afghanistan en passant par le Yémen et le Zimbabwe, jusqu'à 25 pays d'Europe comme l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume Uni, l'Espagne et l'Italie. L'Australie y est aussi mentionnée ainsi que l'Iran, qui a remis dix personnes aux Etats-Unis malgré ses mauvaises relations avec Washington.

Les prisons secrètes de la CIA, où sont passés notamment les cinq accusés du 11-Septembre, actuellement détenus à Guantanamo, étaient en Thaïlande, Roumanie, Pologne et Lituanie.

Les méthodes d'interrogatoires musclés qui y étaient utilisées, et autorisées sous George W. Bush, dont la simulation de noyade assimilée à de la torture, ont été largement dénoncées par le président Barack Obama.

Le rapport identifie 136 personnes qui ont été détenues ou transférées par la CIA. Certaines étaient des membres engagés du réseau Al-Qaïda, mais d'autres, nombreuses, ont été arrêtées par erreur lors du vaste mouvement de lutte antiterroriste mené à toute allure par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre et maintenues en détention.

L'Italie est le seul pays où un tribunal a condamné des responsables pour leur implication dans ces opérations, le Canada est le seul pays à avoir présenté des excuses à une victime de ce programme, et à avoir comme l'Australie, la Suède et le Royaume Uni, versé des indemnités de compensation à des victimes.

Le rapport dénonce les Etats-Unis qui, dit-il, n'ont enquêté que *"de manière limitée"* sur les mauvais traitements aux détenus et n'ont engagé aucune poursuites pénales. L'administration Obama ne semble pas avoir renoncé à la détention secrète à court terme et refuse de publier des documents relatifs à ce programme de la CIA, ajoute le rapport.

La commission sénatoriale sur le renseignement a récemment rendu un rapport d'enquête sur ce programme mais celui-ci reste classifié. Sa présidente Dianne Feinstein avait qualifié *"d'erreurs terribles"* la création et l'utilisation à long terme des prisons secrètes ou *"sites noirs"* et le recours aux techniques d'interrogatoires musclés.

Le nouveau directeur de la CIA John Brennan doit être auditionné jeudi devant le Sénat pour confirmer sa nomination.

"La torture associée aux opérations de détention secrètes et de transfert illégal d'individus continueront de coller à la peau des Etats-Unis et de leurs partenaires tant qu'ils ne diront pas la vérité et ne poursuivront pas les responsables", souligne encore le rapport. *"L'impunité dont les responsables jouissent aujourd'hui ouvre la voie à d'autres abus dans des opérations de contre-terrorisme"*.

Commentaire.

J'ai mis ce rapport (216 pages) en ligne au format pdf, en anglais, dans la rubrique Politique.

Assurément, les Etats-Unis qui utilisent les méthodes dignes des pires dictatures militaires ou des nazis sont une démocratie, de même que les 54 gouvernements étrangers qui en ont été les complices.

J'ai lu quelques commentaires d'internatutes à la suite de cet article et l'un d'eux à retenu mon attention. Son auteur disait que puisque des Etats prétendent démocratiques cautionnaient des pratiques dignes des nazis autrefois, cela concourait à banaliser le nazisme à rendre plus présentable ou fréquentable l'extrême droite... Cela n'est pas faux à mon avis, cela peut effectivement encourager certaines personnes à s'y intéresser, alors que jusqu'à présent cela ne leur serait jamais venu à l'esprit ou elles désapprouvaient une telle démarche.

Tenez un article tout frais d'aujourd'hui relatant un sondage qui confirme mon assertion.

- Le FN se banalise aux yeux des Français - Lemonde.fr 06.02

Ainsi, aujourd'hui, 47 % des personnes interrogées estiment que le FN "*ne représente pas un danger pour la démocratie*" (soit 8 points de plus qu'en 2012).

A titre de comparaison, plus de 70 % des sondés désignaient ce parti comme un danger dans la deuxième partie des années 1990.

Ces résultats soulignent donc de manière significative une normalisation du parti d'extrême droite.

Au même moment où paraissait ce rapport, Obama justifiait à la suite de Bush le recours à l'élimination de citoyen américain partout dans le monde dès lors que la CIA avait estimé qu'il présentait une menace pour les intérêts américain.

Voilà un extrait d'un article de l'AFP paru hier relatif à cette décision.

- Les Etats-Unis ont le droit de conduire une opération meurtrière à l'extérieur du pays à l'encontre d'un citoyen américain quand il s'agit d'un responsable du réseau Al-Qaïda, selon un document confidentiel du ministère de la Justice rendu public mardi.

Ce document de 16 pages, dévoilé par la chaîne NBC, justifie pour la première fois l'élimination de citoyens américains, en particulier dans des frappes de drones, contestée devant des tribunaux par des organisations de défense des droits de l'homme.

Il souligne que les Etats-Unis ne violent ni la Constitution ni les lois fédérales en tuant un ressortissant américain quand il représente une menace imminente d'attaques violentes pour le pays et que sa capture n'est pas réalisable.

Sa publication intervient à deux jours de l'audition au Sénat du chef du contre-terrorisme de la Maison Blanche, John Brennan, en vue de sa confirmation en tant que nouveau directeur de la CIA.

John Brennan a joué un rôle clé dans la campagne de tirs de drones américains, qui a été lancée en 2004 mais s'est largement intensifiée sous la présidence Obama.

Un groupe de sénateurs républicains et démocrates vient d'écrire à Barack Obama en vue de l'audition de M. Brennan pour réclamer la publication des documents juridiques autorisant Washington à tuer des citoyens américains.

"C'est vital que le Congrès et le public américain aient une totale compréhension de la manière dont l'exécutif interprète les limites et les frontières de son autorité", écrivent les élus.

Le document publié mardi, qui résume un mémo juridique de 50 pages resté classifié, est intitulé: "*De la légalité d'une opération meurtrière contre un citoyen américain qui est un haut dirigeant opérationnel d'Al-Qaïda ou d'une de ses filiales*". Le ministère de la Justice s'est refusé à tout commentaire.

Réagissant à ce document, la Maison Blanche a défendu les frappes de drones comme étant "*nécessaires pour empêcher les menaces en cours, arrêter les projets d'attentats, prévenir de futures attaques et sauver des vies américaines*".

"*Ces frappes sont légales, éthiques et sages*", a déclaré Jay Carney, porte-parole de la Maison Blanche.

Selon le document, un responsable "*de haut niveau et informé*" peut décider que l'individu pris pour cible pose "*une menace imminente d'attentats violents contre les Etats-Unis*" s'il s'est seulement "*récemment*" impliqué dans de telles activités et qu'il n'y a pas de preuve qu'il y ait renoncé.

Il est publié sur fond de controverse sur les frappes de drones américains au Pakistan et au Yémen. Parmi les attaques les plus critiquées, celle qui a conduit à la mort de l'imam radical Anwar Al-Aulaqi, ressortissant américain, et de deux autres Américains, abattus par un drone au Yémen en 2011.

L'Union américaine des libertés civiles (ACLU), le New York Times et le Centre pour la défense des droits constitutionnels ont attaqué l'administration Obama en justice dans cette affaire. Deux recours sont actuellement examinés en appel à New York et Washington.

Ce document "*est profondément troublant*", a déclaré Hina Shamsi, directrice de l'ACLU sur la sécurité nationale. "*Il est difficile de croire qu'il a été rédigé dans une démocratie bâtie sur un système d'équilibres et de contrôles. Il résume en des termes froids la toute puissance stupéfiante de l'exécutif*".

Dans un entretien exclusif à l'AFP, le secrétaire à la Défense sortant Leon Panetta a expliqué vendredi que les attaques de drones constituaient "*une partie importante*" des opérations américaines contre Al-Qaïda et devaient "*continuer d'être un outil*".

Commentaire.

En violation de la souveraineté de ces Etats, les Etats-Unis s'octroyant un pouvoir dictatorial étendu à toute la planète.

C'est extrêmement grave, car ils peuvent décider de liquider quasiment n'importe qui dans le monde en prétendant qu'il préparait un attentat, car il est facile après coup pour la CIA de fabriquer des preuves pour le prouver et agir en toute impunité.

Quand on voit que les attentats du 11 septembre 2001 orchestrés par la clique à Bush a servi à justifier les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, puis accessoirement la Libye, à restreindre les libertés publiques (et des syndicats) aux Etats-Unis, à renforcer le contrôle de la population, à concocter le Patriot Act, on peut facilement imaginer qu'une telle pratique pourrait être étendue à d'autres domaines ou personnes qu'à de prétendus dirigeants d'Al-Qaïda, organisation que les Etats-Unis ont conçue de toutes pièces, mais dont certains éléments peuvent avoir échappé à leur contrôle (attention, pas le 11/9, tout avait été minutieusement programmé à l'échelle de tout le pays.).

Un article de 20minutes.fr et du Nouvel Observateur du 5 février 2013

L'industrie française a perdu plus de 120.000 emplois en trois ans. (06.02)

Selon une enquête du cabinet Trendeo, la France a perdu depuis janvier 2009 plus d'un millier d'usines, entraînant avec elles la disparition de plus de 120.000 emplois...

En quatre ans, 1 087 fermetures ont été annoncées, pour seulement 703 ouvertures. La France compte ainsi 384 sites industriels de moins qu'au début de 2009. C'est "*le pays le plus désindustrialisé d'Europe*", selon Patrick Artus, de Natixis. (lemonde.fr 05.02)

Les chiffres sont mauvais, mais ils ne sont pas surprenants. Les déboires de PSA, de Renault ou encore de Doux, les restructurations engagées chez Sanofi, Merck, Kronenbourg ou encore Coca-Cola ont bien pesé sur le tissu industriel français.

Plus d'un millier d'usines ont fermé leurs portes dans le pays depuis janvier 2009, révèle le cabinet Trendeo dans une étude livrée aux Echos. Entraînant avec elles la disparition de plus de 120.000 emplois, principalement dans l'automobile, la pharmacie, le meuble ou encore l'imprimerie.

2012, année noire

Et le rythme s'est encore accéléré en 2012, avec un accroissement des fermetures d'usines de 42%. Au cours de cette seule année, 24.000 postes ont disparu. La situation s'était pourtant un peu améliorée en 2010 et en 2011.

Concrètement, l'an dernier, si 166 sites ont ouvert leurs portes en France, 266 les ont fermées. Et l'euro fort, dénoncé ces derniers jours par le gouvernement, n'est pas étranger à cette dégradation. «L'euro a augmenté de 10% face au dollar depuis juillet 2012, ce qui pèse sur la compétitivité des entreprises», analyse pour Les Echos David Cousquer, du cabinet Trendeo.

Selon le quotidien économique, "*les secteurs de l'automobile, de la pharmacie, du meuble ou de l'imprimerie*" sont en "première ligne" de cette dégradation. En revanche, soulignent "Les Echos", "*dans cet environnement difficile, la construction aéronautique et le luxe continuent d'afficher leur singularité, avec plus de 2.400 créations de postes*".

"*L'industrie bénéficie aussi des investissements dans les énergies vertes, avec plus de de 9.000 annonces de création en l'espace d'un an*", écrit encore le journal qui conclut toutefois que cette "*montée en puissance... restera insuffisante pour redonner du souffle à l'industrie française*".

Un article de l'AFP du 6 février 2013

Syrie: les rebelles forment des adolescents à devenir "des machines à tuer" (07.02)

"Quand ils arrivent ici, ce sont des enfants. Mais quand ils sortent, ils sont devenus des machines à tuer": sans aucun état d'âme le sergent déserteur Abderrazaq forme des adolescents pour les envoyer au combat contre les troupes du président syrien Bachar al-Assad.

"Moussab! Tu es censé le tuer, pas lui caresser le torse", hurle-t-il, quand un jeune de 14 ans, qui a réussi à désarmer un garçon de l'équipe adverse, lui donne un coup de poing au lieu de faire mine de le poignarder.

"Je suis très fier de mon fils. Je sais qu'il deviendra un bon soldat", affirme son père, Abou Kamal, qui combat au sein de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles), tout comme neuf oncles et dix cousins de Moussab.

Sobhi, 15 ans, a supplié son père de le laisser suivre la formation. "J'en avais assez de rester à la maison à attendre que mon père et mes frères rentrent du front et me racontent leur guerre. Je veux y aller moi-même et la voir de mes propres yeux", explique-t-il.

Moustapha, 14 ans, est beaucoup moins déterminé, mais il répète ce que lui soufflent les adultes: "Je veux lutter pour ma famille et mon pays, et si je dois donner ma vie, je suis prêt".

"Les enfants sont les meilleurs soldats que je connaisse. Tu commandes et ils obéissent. Un adulte, lui, va poser des questions. Ces enfants (...) ne mettent rien en doute", assure Abderrazaq. "Leurs parents veulent qu'ils reçoivent une formation militaire avant de les envoyer en première ligne, où, sans un bon entraînement, ils mourraient rapidement", explique ce militaire de 38 ans.

"Le problème, c'est qu'il n'y a plus d'adultes dans les villages, du coup ce sont les enfants qui suivent une formation militaire", poursuit-il, en passant en revue ses jeunes troupes dans une ancienne école de la province d'Alep (nord) transformée en académie militaire rebelle.

Et si nombre de ces jeunes risquent de périr, "d'autres viendront les remplacer pour continuer la lutte", assure Abderrazaq, alors que le conflit en Syrie a fait plus de 60.000 morts en 22 mois selon l'ONU.

Pour Jean-Nicolas Beuze, en charge de la protection de l'enfance pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'Unicef, c'est l'une des particularités du conflit syrien. "Il n'y a pas de recrutement actif d'enfants comme dans d'autres conflits, les jeunes se présentent parfois spontanément, encouragés par leur famille, mais les chefs des groupes armés ont l'obligation de les refuser", dit-il à l'AFP.

Le droit international interdit en effet à toute personne de moins de 18 ans de participer au combat ou à des opérations de soutien, comme l'espionnage, le transport d'armes ou l'approvisionnement des combattants, rappelle-t-il. Et avoir recours à des enfants "en position de combat ou de soutien aux combattants constitue une violation grave des droits de l'enfant", souligne-t-il.

Sur internet, de nombreuses vidéos montrent des enfants-soldats à travers le pays. Tournées par des médias internationaux ou par des brigades rebelles qui ont fait de ces enfants leurs mascottes, elles montrent des jeunes garçons tenant des kalachnikov et, pour l'un d'eux, un lance-roquettes plus grand que lui.

Sur l'une de ces vidéos, filmée par des insurgés, le 24 novembre, à Deir Ezzor, dans l'est du pays, apparaît un jeune garçon portant un gilet militaire et un fusil automatique, au milieu de rebelles tirant au front. "Voilà le plus jeune combattant de Syrie", lance le caméraman, avant que le garçon ne se présente comme "Danny Walid, 14 ans".

Plusieurs autres vidéos, tournées dans la même région, montrent des garçons, tous présentés comme "le plus jeune combattant de Syrie", au milieu de groupes rebelles.

Une vidéo particulièrement choquante, largement diffusée par les partisans du régime, montre un garçonnet entouré par des hommes présentés comme des rebelles.

Il a une hache dans la main et décapite un homme au sol sous les félicitations des hommes qui l'entourent. Après avoir détaché la tête du corps, les rebelles la lancent et la font rouler à terre devant l'enfant.

Un article de Reuters du 6 février 2013

Démission du gouvernement tunisien après la mort d'un opposant. (07.02)

Les islamistes au pouvoir en Tunisie ont annoncé mercredi la démission du gouvernement et promis d'organiser rapidement des élections pour tenter de calmer les violentes manifestations provoquées par l'assassinat du dirigeant de l'opposition laïque Chokri Belaïd.

De nouveaux affrontements ont éclaté mercredi soir devant le ministère de l'Intérieur, où un policier a été tué par des jets de pierres, a-t-on appris de source officielle.

Un peu plus tôt, le Premier ministre Hamadi Jebali, membre du parti islamiste Ennahda, s'était adressé à la Nation pour annoncer sa décision de former un "*gouvernement de compétences nationales*" composé de technocrates "*n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la Nation*".

"Après l'échec des négociations entre les partis sur un remaniement gouvernemental, j'ai décidé de former une petite équipe de technocrates", a-t-il dit en précisant que ses membres n'auraient pas le droit de se présenter aux élections.

Ces dernières, a-t-il souligné, auront lieu le plus rapidement possible.

Cette annonce a été accueillie avec prudence par Mouldi Fahem, un responsable du Parti républicain (opposition laïque).

"La décision du Premier ministre est une réponse aux demandes de l'opposition. Nous en saluons le principe. Nous attendons les détails", a-t-il dit à Reuters.

"C'est une décision tardive, mais une décision importante", a estimé de son côté Beji Caïd Essebi, chef du parti laïque Nida Touns.

A la suite de la mort de Chokri Belaïd, l'opposition a appelé à une grève générale jeudi, jour des obsèques du défunt, et suspendu sa participation à l'Assemblée constituante. Par la suite, la famille du défunt n'a pas exclu que les funérailles aient lieu avant vendredi.

Chokri Belaïd, un avocat de 49 ans, était le secrétaire général du Mouvement des patriotes démocrates, membre du Front populaire, une coalition d'opposition qui regroupe une douzaine de formations.

Blessé de quatre balles devant chez lui par un homme qui a pris la fuite à moto avec un complice, il a succombé à ses blessures à l'hôpital.

"Chokri Belaïd a été assassiné aujourd'hui devant son domicile, de quatre balles tirées dans la tête et dans la poitrine", a précisé Ziad Lakhder, l'un des responsables du Front populaire.

Le chef de file d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a affirmé à Reuters que son parti était totalement étranger à cet assassinat.

"Le parti Ennahda est totalement innocent de l'assassinat de Belaïd", a martelé le chef du parti islamiste qui dirige la coalition gouvernementale. *"Les seuls à qui profite cet assassinat, ce sont les ennemis de la révolution."*

"La Tunisie connaît aujourd'hui l'impasse politique la plus grave depuis la révolution. Nous devons garder notre calme et ne pas nous laisser entraîner dans une spirale de violence. Plus que jamais, il faut que nous restions unis", a ajouté Rached Ghannouchi.

La nouvelle de la mort de Belaïd a provoqué de violentes manifestations à travers le pays. La police est intervenue pour disperser à coups de gaz lacrymogène les manifestants rassemblés devant le ministère de l'Intérieur à Tunis.

Des manifestations ont aussi eu lieu à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, berceau de la "*révolution de jasmin*" qui a chassé du pouvoir le président Zine ben Ali en janvier 2011, coup d'envoi du "*printemps arabe*". La police est également intervenue.

Selon des témoins, les bureaux d'Ennahda ont été incendiés à Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax.

Le chef de l'Etat tunisien, le président Moncef Marzouki, a écourté une visite qu'il effectuait au Parlement européen à Strasbourg et annulé sa participation au sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) jeudi au Caire.

"Il y a une tentative de déstabilisation de mon pays", a dit Marzouki, lui-même fondateur du Congrès pour la République, une formation de la gauche laïque qui participe au gouvernement.

"Cet odieux assassinat n'a pas d'autre objectif que d'opposer la composante laïque à la composante musulmane de la société pour susciter le chaos", a-t-il ajouté.

Il s'est refusé à incriminer Ennahda, laissant entendre que le crime pouvait servir ceux qu'il a appelé les salafistes djihadistes ou les partisans de l'ancien régime du président Ben Ali.

Les difficultés économiques ont provoqué ces derniers mois des manifestations parfois violentes et le gouvernement a accusé des militants liés à Al Qaïda de stocker des armes dans le pays en vue d'y instaurer par la force un Etat islamiste.

Un article du figaro.fr du 6 février 2013

Le rapport qui accable le système de santé britannique (07.02)

Le premier ministre David Cameron a présenté ses excuses au nom du gouvernement et du pays après la publication d'un rapport mercredi sur les conditions de traitement sordides de centaines de patients d'un hôpital anglais.

Un «*catalogue ignoble de défaillances médicales et d'encadrement*». Le premier ministre britannique, David Cameron, a présenté des excuses au nom du gouvernement et du pays tout entier après la publication mercredi du rapport accablant sur l'hôpital Stafford, où 400 à 1200 patients avaient succombé à diverses privations, entre 2005 et 2008. Un rapport de 3000 pages qui pointe du doigt la gestion de l'établissement. L'avocat Robert Francis, qui a dirigé la commission à l'origine de ce rapport, a ainsi dénoncé devant les caméras «*les souffrances écoeurantes et inutiles de certaines de personnes*», «*abandonnées par un système qui a ignoré les signaux d'avertissement et qui a fait passer les intérêts de l'entreprise et la réduction des coûts avant la sécurité des patients*».

«*Tellement assoiffés qu'ils buvaient l'eau sale des vases*»

Le scandale de l'hôpital Stafford, l'un des plus graves ayant affecté le Service national de santé (NHS) depuis sa création en 1948, avait choqué le Royaume-Uni. Une enquête avait été ouverte en 2010, après la découverte des conditions déplorables dans lesquelles étaient traités les patients de cet établissement public du centre de l'Angleterre.

Certains malades restaient étendus dans des draps souillés ou assis sur des pots de chambre pendant des heures. Les patients n'étaient souvent lavés qu'une fois par mois, ou n'étaient pas nourris. Parfois même, la nourriture était laissée à un endroit qu'ils ne pouvaient pas atteindre. En outre, les proches qui venaient leur rendre visite devaient parfois leur apporter à manger, jeter eux-mêmes les pansements usagés ou encore nettoyer les toilettes. «*Certains patients étaient tellement assoiffés qu'ils buvaient l'eau sale des vases*», a renchéri David Cameron, devant le Parlement.

Cinq autres établissements dans le viseur

Lors d'une conférence de presse, l'avocat Robert Francis a mis en cause les dirigeants de l'établissement, qui n'ont pas su écouter les patients et le personnel. Il estime toutefois qu'il y a eu «*un échec du système dans son ensemble*» et appelé à un «*changement fondamental de culture*» au sein du NHS. Cette institution faisait encore il y a peu la fierté de la Grande-Bretagne: elle avait été placée au cœur de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Londres, l'été dernier.

Le rapport publié hier énumère donc 290 recommandations, comme l'adoption d'un «*devoir de franchise*» qui contraindrait le personnel à reconnaître quand une erreur a été commise, sous peine de poursuites pénales. Le premier ministre a de son côté promis de nommer un inspecteur général des hôpitaux et de renforcer le système d'inspections d'ici à l'automne prochain. Il a également annoncé que cinq autres hôpitaux enregistrant des taux de mortalité élevés allaient faire l'objet d'une enquête, selon le site de la BBC.

Un article de Reuters du 6 février 2013

Pas de temps à perdre pour les réformes, selon Laurence Parisot (07.02)

Le gouvernement et les partenaires sociaux doivent s'attaquer sans attendre à la réforme de l'assurance chômage et des retraites pour assurer la pérennité du système social français, a déclaré mercredi la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Medef et CFDT sont d'ores et déjà d'accord pour mettre rapidement en place un groupe de travail sur l'assurance chômage, la convention établissant les règles d'indemnisation des demandeurs d'emploi prenant fin à la fin 2013, a précisé la dirigeante de la première organisation patronale française.

"La situation financière du pays reste vraiment très fragile", a-t-elle déclaré lors d'une rencontre organisée par le mensuel Enjeux-Les Echos. "Il nous faut des réformes structurelles, on ne peut pas se contenter de tourner les petits boutons qu'on manipule classiquement depuis des décennies."

"Sur l'assurance chômage, il nous faut une réforme profonde, vraiment une transformation du système", a-t-elle ajouté.

Creusé par une croissance économique atone et la dégradation continue de l'emploi, le déficit de l'assurance chômage devrait presque doubler cette année pour atteindre 5 milliards d'euros, ce qui portera sa dette à 18,6 milliards fin 2013, selon son gestionnaire, l'Unedic.

Face à cette dégradation, la Cour des comptes a estimé que le rétablissement financier devait passer par une révision de l'ensemble des paramètres : ouverture des droits, durées de cotisation, niveau de cotisation et d'indemnisation...

Elle a recommandé un taux de cotisation majoré pour les employeurs ayant le plus recours aux contrats à durée limitée (CDD et intérim), une mesure esquissée dans l'accord sur l'emploi conclu par les partenaires sociaux, et une baisse du taux de remplacement pour les indemnités les plus élevées.

Sur ce dernier point, Laurence Parisot a estimé qu'il ne fallait pas prendre le problème par *"le petit bout de la lorgnette"*, en soulignant que les cadres étaient aussi ceux qui cotisaient le plus à l'assurance chômage, une prudence partagée par des économistes comme par exemple à l'OFCE.

"Sur les retraites, il n'y a pas d'autre solution que d'allonger la durée de cotisation et de repousser l'âge légal", a déclaré Laurence Parisot. "On ne va pas pouvoir retarder la question de la grande réforme du régime général des retraites."

Le déficit des retraites devrait dépasser 21 milliards d'euros en 2017, selon le Conseil d'orientation des retraites, alors que la réforme de 2010 prévoyait l'équilibre en 2018.

Le gouvernement a décidé d'ouvrir ce dossier dans le cadre de la conférence sociale en juillet.

Selon un sondage CSA publié mardi, 60% des Français considèrent que le report à 65 ans de l'âge légal de départ à la retraite, contre 62 prévu par la réforme de 2010, sera à terme nécessaire.

Les comptes sociaux figurent aux côtés des comptes de l'Etat et des collectivités locales dans le calcul du déficit public de la France, que le pays s'est engagé à ramener de quelque 4,5% du produit intérieur brut fin 2012 à 3% fin 2013, une mission quasi impossible en raison de la faiblesse de la croissance économique, selon la plupart des économistes.

Le gouvernement continue pour l'instant de prévoir une baisse du déficit à 3% fin 2013, soutenue par une croissance du PIB de 0,8%. Cette dernière prévision, très supérieure au consensus d'économistes et aux prévisions des institutions internationales, sera réexaminée par le gouvernement français, sans aucun doute à la baisse, d'ici la présentation du nouveau programme de stabilité de la France en avril.

Commentaire.

Le Medef et la CFDT ont clairement annoncé quel sera le contenu réactionnaire de la "*réforme*" de l'assurance chômage et des retraites au menu de pseudo négociations qui sont censées démarrer au mois de juillet prochain et qui fera ensuite l'objet d'un accord, exactement comme ce fut le cas au cours des mois qui ont précédé l'accord patronal sur la sécurisation de la précarité du travail du 11 janvier 2013.

Dès lors, il est parfaitement clair que tout syndicat qui acceptera ce cadre et d'y participer trahira les intérêts des travailleurs, se fera le complice de l'accord scélérat qui en sortira. A ce jour, il est prévu que la CGT et FO y participent, qui portent déjà la terrible responsabilité de l'accord patronal du 11 janvier dernier. A suivre.

Un article de l'AFP du 4 février 2013

Tunisie : Meurtre de Chokri Belaid, crime contre la Révolution (09.02)

Chokri Belaid est mort. Victime du premier attentat politique dans la Tunisie d'après la Révolution. L'assassin a tiré quatre balles sur le secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifié, en ce mercredi 6 février. Belaid a été touché à la tête, au cœur, à la nuque et à l'épaule. L'assassin ne lui a laissé aucune chance.

Du travail de professionnel a souligné Hamma Hammami, le leader du Front Populaire, dont fait parti le mouvement dirigé par le martyr de la gauche tunisienne. Pour son camarade Hammami, « *l'opération a été organisée et perpétrée par des spécialistes* ».

Le pire ? C'est que cet attentat qui endeuille aujourd'hui toute la Tunisie ne représente même pas vraiment une surprise. Chokri Belaid a tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme. Sans que ses appels à l'aide ne soient véritablement entendus. Le lundi 23 janvier 2012, soit plus d'une année avant qu'il ne tombe sous les balles de ses meurtriers, Belaid avait affirmé avoir été menacé de mort en pleine rue, sur l'avenue Habib Bourguiba, à un jet de pierre du ministère de l'Intérieur. Et ce ne sera pas la seule fois que Chokri Belaid dénoncera publiquement de tels agissements, en révélant être la cible potentielle d'un meurtre politique.

Son compagnon de route de toujours, Hamma Hammami, pointera du doigt « *l'indulgence coupable du gouvernement, et de certains hommes politiques à l'égard des appels à la violence* ». Alors que des milices ont multiplié les menaces et les agressions physiques dans l'impunité. Les appels au meurtre ont trop souvent retenti dans les mosquées, et en marge des manifestations. Des mouvements politiques s'en sont même faits une spécialité, faisant de tels agissements une banalité. Sans que les autorités ne s'en inquiètent ou ne réagissent avec la détermination requise.

Pis : certains députés d'Ennahdha leurs trouvent même des justifications, leurs donnant ainsi une pseudo-absolution, voire même une légitimité, sous le toit de l'Assemblée Nationale Constituante. Les voici désormais, mis face à leurs responsabilités.

Du slogan au meurtre

Parce que manifestement, la Tunisie est passée du stade des slogans, à l'exécution de meurtres politiques froidement planifiés. Les menaces dans le champ politiques, même verbales, peuvent dégénérer à tout moment en agression physique. Et en assassinat. Le martyr de Chokri Belaid vient de le prouver de manière sanglante. Pour Hamma Hammi, il n'y a pas de doute : « *cet acte a été commis par des mouvements politiques qui veulent entraîner le pays dans le meurtre et l'anarchie. Tout le gouvernement assume la responsabilité de ce crime ignoble* ».

Or la situation est d'autant plus grave, que des armes à feu sont désormais en circulation en Tunisie. Revolvers et kalachnikovs sont effectivement disponibles sur le marché noir... Et les caches d'armes clandestines disséminées sur tout le territoire de la République sont régulièrement découvertes par les autorités.

Les revendications de la Révolution Tunisienne ont été et demeurent, malgré les difficultés, des exigences de dignité et de liberté. Les Tunisiens vont-ils aujourd'hui y renoncer pour se laisser entraîner dans la spirale sanglante de la violence ? Ou donneront-ils enfin, dans un sursaut salutaire, un coup d'arrêt à ceux qui veulent tuer et enterrer la Révolution ? Ne reste plus qu'à espérer que l'appel de Hamma Hammami soit entendu : « *ce crime doit unir tous les Tunisiens, pour que le sang de Chokri Belaid ne soit pas versé en vain* ».

Un article de Front Populaire publié par michelcollon.info le 7 février 2013

Le Front Populaire refuse l'offre du FMI (09.02)

Le Front Populaire refuse l'offre du FMI d'avoir une rencontre en privé. En effet, le FMI a imposé au peuple tunisien durant 23 ans, en s'appuyant sur la dictature de Ben Ali, une politique antisociale et antidémocratique qui a fait beaucoup de ravages (chômage, pauvreté, corruption et dictature..). En revanche, le Front Populaire propose au FMI une rencontre publique lors d'un débat télévisé.

Le Front Populaire rappelle que, le peuple tunisien qui a fait la révolution a exprimé sa volonté de rejet de cette politique, et du pouvoir qui avait la charge de la lui imposer. De même que sa volonté d'en finir avec cette politique.

Cependant, faisant fi de cette volonté clairement exprimée à travers la révolution, le FMI non seulement exige la poursuite de la même politique, mais, en plus veut l'accentuer davantage. C'est le sens du nouveau plan d'austérité et de relance de l'endettement extérieur (à un rythme jamais atteint auparavant sous la dictature) qui vient d'être conclu avec le gouvernement de la Troïka. Le dernier rapport de l'Expert de l'ONU sur la dette qui condamne les agissements des créanciers comme le FMI en affirmant que : « *les créanciers ne devraient pas subordonner l'octroi de prêts ou les mesures d'allègement de la dette à la mise en œuvre, notamment, de politiques de privatisation, de titrisation, de libéralisation du commerce, de dérégulation des investissements ou de libéralisation du secteur financier* ». Ce rapport insiste également sur le fait que « *les États créanciers et les institutions financières internationales ne doivent pas tirer parti d'une crise économique, financière ou liée à la dette extérieure pour promouvoir des réformes structurelles dans les États débiteurs* ».

Le Front Populaire ne reconnaît aucune légitimité au FMI pour continuer de décider du sort du peuple tunisien et considère son nouveau plan comme étant la poursuite de son agression contre le peuple tunisien. Le Front Populaire exige du FMI de cesser immédiatement toute ingérence et tout acte hostile contre le peuple tunisien. De même que le Front Populaire exige que le FMI rétrocède au peuple tunisien ce qu'il a indûment perçu comme remboursement de la dette odieuse afin que cela alimente un fonds de développement humain contrôlé par la population.

Le Front Populaire saisit cette occasion pour exiger du gouvernement de la Troïka de cesser toute collaboration avec le FMI qui porte atteinte aux intérêts vitaux du peuple tunisien. Qu'il mette fin aux négociations secrètes avec le FMI, la BM, la Commission Européenne ou bien toute autre autorité ayant pour objet les intérêts nationaux du peuple tunisien.

Enfin, le Front Populaire exige la suspension immédiate du remboursement de la dette, le gel des intérêts et la réalisation d'un audit de la dette tunisienne. Cet audit doit associer la société civile et permettre de comprendre les circonstances entourant la conclusion de ces prêts, leur utilisation, d'identifier les responsabilités et déterminer la part odieuse : celle qui doit être annulée sans conditions.

Un article lemonde.fr du 8 février 2013

Chokri Belaïd, un tribun devenu l'ennemi juré des islamistes. (09.02)

Etudiant engagé à l'extrême gauche, Chokri Belaïd haranguait ses camarades d'université avec une habileté et une verve que lui enviaient les islamistes, eux aussi opposants au régime de l'ancien dirigeant Zine El-Abidine Ben Ali. Devenu avocat, après des études de droit en partie réalisées en France, le tribun poursuivra sur sa lancée en devenant le porte-parole d'une petite formation de la gauche radicale, les Patriotes démocrates, d'obédience marxiste et panarabiste, qui ne deviendra légale qu'en avril 2011, après le soulèvement tunisien et la chute de l'ancien régime.

A cette époque, du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011, Chokri Belaïd est de toutes les manifestations, avec son ami Hamma Hammami, le dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien, forcé à la clandestinité pendant des années. Aux dernières heures du régime Ben Ali, les deux hommes seront d'ailleurs arrêtés ensemble avant d'être relâchés. Ils se réuniront ensuite avec plusieurs formations de la gauche radicale dans un mouvement baptisé le Front populaire.

Ne disposant que d'un seul élu à l'Assemblée nationale constituante, le Front, qui compte un nombre important de militants, est aujourd'hui parvenu à s'imposer comme la troisième force du pays. Mais peu de Tunisiens connaissaient jusqu'à récemment Chokri Belaïd, issu d'un milieu très modeste, né en novembre 1964 dans l'un des quartiers les plus pauvres du sud de Tunis, Djebel Jelloud.

L'AVOCAT DES GRÉVISTES, "MILITANT DE PREMIER ORDRE"

Les grévistes du bassin minier de Gafsa, eux, savent ce qu'ils lui doivent. Lorsque éclate la grande grève de 2008 dans cette région déshéritée du Sud, annonciatrice du mouvement qui balayera deux ans plus tard le régime Ben Ali, une terrible répression s'abat sur ses meneurs. "Chokri Belaïd a pris la tête du groupe d'avocats qui nous a défendus, c'était un militant de premier ordre", se souvient l'un des acteurs de cette époque, Mouhieddine Cherbib, qui réside aujourd'hui en France. L'avocat plaidera également les dossiers de plusieurs salafistes emprisonnés par l'ancien régime.

Tout change à partir du 14 janvier 2011. La moustache de Chokri Belaïd devient soudain familière aux Tunisiens. Ses talents d'élocution, son franc-parler, en font un invité courtoisé des plateaux télévisés. Membre de la Haute Instance pour les objectifs de la révolution, il participe aux travaux qui mèneront aux premières élections libres d'octobre 2011, sans jamais cesser de vitupérer contre les gouvernants, en particulier l'ancien premier ministre de transition, Béji Caïd Essebsi.

Au fil des mois, c'est cependant avec le courant islamiste que les choses vont de plus en plus se dégrader. Chokri Belaïd redouble de critiques contre le gouvernement dominé par les islamistes du parti Ennahda. Il dénonce le climat de "violence" qui, affirme-t-il, s'est installé dans le pays, et que le pouvoir, selon lui, instrumentalise à des fins électoralistes et pour des enjeux internes. Dans ses diatribes, l'avocat vise en particulier l'aile dure d'Ennahda.

En réaction, le ministre de l'intérieur, Ali Larayedh, membre du parti islamiste, le désignera nommément comme l'un des responsables des émeutes de Siliana, en novembre 2012, durement réprimées par les forces de sécurité qui tirèrent sur les manifestants avec des fusils de chasse.

Mais l'atmosphère se dégrade encore. L'opposant Chokri Belaïd est cité dans des prêches hostiles d'imams, vilipendé sur des dizaines de pages Facebook, menacé de mort. Jusqu'à son assassinat.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 10 février 2013

L'Algérie compte nationaliser la filiale algérienne d'ArcelorMittal (11.02)

Le groupe public Sider qui détient déjà 30% d'ArcelorMittal Annaba devrait voir sa part passer à 51%.

L'Etat algérien s'apprête à prendre le contrôle de la filiale algérienne en difficulté du numéro un mondial de la sidérurgie ArcelorMittal, a-t-on appris dimanche 10 février de sources concordantes.

"L'Etat via le groupe public Sider va prendre prochainement le contrôle de la majorité du capital du complexe sidérurgique" d'ArcelorMittal d'El Hadjar, près d'Annaba (600 km au sud d'Alger), a déclaré l'ancien secrétaire général du syndicat d'entreprise Smaïn Kouadria. L'accord permettrait à ArcelorMittal Algérie d'améliorer sa situation financière très délicate depuis plus de deux ans.

Le ministère algérien de l'Industrie et les dirigeants d'ArcelorMittal seraient en train de finaliser les discussions, a précisé de son côté le quotidien francophone *"El Watan"*. Le montant de la transaction devrait s'élever à quelque 200 millions de dollars, selon le journal. Le groupe public Sider qui détient déjà 30% d'ArcelorMittal Annaba verrait sa part passer à 51%, a ajouté *"El Watan"*.

Empêcher une éventuelle fermeture

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar est détenu actuellement à 70% par ArcelorMittal et à 30% par Sider. En janvier 2012, l'ancien Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia avait promis que l'Etat allait intervenir pour empêcher une éventuelle fermeture du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, alors confronté à une crise de trésorerie. ArcelorMittal a par la suite conclu un accord avec une banque publique algérienne portant sur une ligne de crédit de 140 millions d'euros destinés à financer un plan de développement qui devait lui permettre d'augmenter ses capacités de production.

"Malgré la mise en oeuvre de ces mesures financières, la situation financière d'ArcelorMittal d'Annaba (AMA) a atteint un niveau critique (...) en octobre 2012. Un mois après AMA a sollicité de nouveau les pouvoirs publics pour une intervention massive destinée à garantir la poursuite des activités de l'entreprise en Algérie", a précisé El Watan.

Le complexe, propriété de l'Etat algérien, avait été racheté à 70% en 2001 par l'indien Ispat, qui appartient au groupe Mittal. Il produit actuellement plus d'un million de tonnes par an.

Un article Lepoint.fr du 11 février 2013

Quand les Syriens n'en peuvent plus des djihadistes. (12.02)

(Titre Lepoint.fr : *Syrie : les djihadistes ne font plus l'unanimité*. Vous comprenez pourquoi j'ai changé le titre, car en réalité les djihadistes n'ont jamais fait "l'unanimité" en Syrie ou ailleurs, c'est une falsification des faits pour justifier le soutien que leur apporte l'impérialisme français et américain qui sont en train de les lâcher.

Cela fait près de deux ans que les médias aux ordres répète inlassablement que le peuple syrien combat le régime en place, si cela avait été exact, cela ferait longtemps qu'il serait tombé. Le Point se fait l'écho de la voix de ses maîtres et prend ses désirs pour la réalité, cela relève de la propagande occidentale tournée contre la Syrie. Il va leur falloir se faire à l'idée que la Syrie n'était pas la Libye.)

- Accueillis à bras ouverts dans la Syrie rebelle, les djihadistes du front al-Nosra se sont accrochés à plusieurs reprises récemment avec des villageois, non pour des raisons politiques, mais lors de banales querelles liées à leur interprétation extrémiste de l'islam. Au moins quatre altercations, avec échanges de coups de poing - dont l'une a failli dégénérer en affrontement armé -, ont eu lieu dans la région d'Atmé, base arrière clé de la rébellion dans la province d'Idleb (nord-ouest), ont indiqué plusieurs témoins et habitants qui ont souhaité garder l'anonymat.

Dans le village de Qah, des combattants d'al-Nosra sont intervenus pour arrêter un homme ayant prononcé des jurons après un banal accident de voiture, et le traduire devant un tribunal islamique. Par malchance, l'homme interpellé était le frère d'un respecté leader local, rebelle de la première heure. Celui-ci a immédiatement mobilisé des dizaines d'hommes en armes et a réussi à kidnapper à son tour, après un dangereux face-à-face avec les hommes d'al-Nosra et des tirs dans les roues de leurs véhicules, un chef local de l'organisation islamiste. Ascension fulgurante

Les habitants de Qah ont pu ainsi négocier la libération du villageois arrêté. Ils ont alors relâché le chef d'al-Nosra, non sans lui avoir raccourci au passage à coups de ciseau sa longue barbe de salafiste, a indiqué un homme se présentant comme un témoin direct de la scène. Dans le village voisin d'Atmé, un cheikh jordanien du front al-Nosra qui voulait prendre la parole à la mosquée en a été empêché par les fidèles. Là aussi la confrontation a un moment menacé de dégénérer. Deux autres altercations du même genre ont eu lieu, à Atmé et Ad Dana.

Le front al-Nosra a connu une ascension fulgurante à partir de mi-2012, s'imposant sur toutes les lignes de front comme le fer de lance de la rébellion, au détriment d'une Armée libre (ASL) inefficace et souvent jugée comme corrompue. Ce faisant, al-Nosra et ses volontaires étrangers de toutes nationalités, avaient gagné le respect de nombreux Syriens en zone rebelle, dans une admiration mêlée de crainte et d'interrogations sur les motivations finales de ce mystérieux mouvement.

Lié à al-Qaida en Irak (USA)

Le front al-Nosra a revendiqué des centaines d'attaques et plusieurs dizaines d'attentats-suicides en Syrie. Il serait lié à al-Qaida en Irak, selon Washington, qui l'a placé mi-décembre sur sa liste des organisations terroristes. Loin d'isoler le groupe, la décision américaine avait au contraire suscité un élan de sympathie générale envers les djihadistes : "*Nous sommes tous d'al-Nosra*", proclamaient alors de nombreux fidèles à la sortie des mosquées. Ce temps-là est visiblement en train de changer.

"*Chaque jour qui passe maintenant, il y a ce genre d'incident avec ces gens qui veulent nous imposer leur façon d'être. Ils commencent à nous poser problème*", a commenté un notable d'Atmé. Le même chantait encore jusqu'à il y a peu les louanges de ces djihadistes, "*les seuls à venir aider les Syriens alors que le monde entier nous a abandonnés*". Ces premières frictions se cristallisent non pas autour de question politique, mais sur des banalités du quotidien : un menton glabre, une cigarette allumée sous leur nez... ou toute autre attitude qu'ils jugent "*anti-islamique*". Présence un peu trop envahissante

La présence un peu trop envahissante de quelques prêcheurs exaltés - souvent non-Syriens - dans les mosquées suscite également un rejet croissant. "*Nous avons accepté que le cheikh d'al-Nosra (un Jordanien) prêche de temps en temps. Mais maintenant ils veulent nous imposer leur cheikh tous les*

vendredis, ce n'est pas possible", se plaint une autre personnalité respectée d'Atme. "Certains d'entre nous se sont fait traiter de mécréants", s'étonne le même. "Mais qui sont-ils donc pour nous parler ainsi, et nous imposer leur propre loi dans la vie de tous les jours ?"

Jusqu'à présent, le front avait toujours affiché son souci de s'attirer la sympathie des populations, par la discipline de ses combattants, ou encore les activités (très modestes) de sa branche "*humanitaire*" Qism al-Ighata.

Un article du Guardian publié par okeanews.fr le 11 février 2013

La Grèce est confrontée à une crise humanitaire. (12.02)

La Grèce fait-elle face à une crise humanitaire ? Pour Alex Politaki, journaliste pour The Guardian, aucun doute, la Grèce est bien confrontée à un désastre honteux pour l'Europe et le gouvernement grec .

Les normes de l'Union Européenne concernant la pauvreté montrent que la Grèce est en crise. Mais les Etats membres ne veulent pas admettre que c'est leur «plan de sauvetage» qui est à blâmer. Les sociétés européennes supposent généralement que les crises humanitaires n'ont lieu qu'à la suite de catastrophes naturelles, d'épidémies, de guerres ou de conflits. Qu'une telle crise puisse se produire dans un pays européen, en particulier dans un des pays membre de l'Union européenne, semble être hors de question pour beaucoup d'entre nous.

Et pourtant, un certain nombre d'experts soutiennent que la Grèce est actuellement au centre d'une crise humanitaire. Le directeur de Médecins du Monde , Nikitas Kanakis, la plus grande ONG et la plus importante en Grèce, a été parmi les premiers à le déclarer ouvertement. La zone portuaire de Perama, près d'Athènes, en particulier, est au milieu d'une catastrophe humanitaire. La Société médicale d'Athènes, la plus grande organisation professionnelle du genre, a même envoyé une lettre officielle à l'ONU demandant une intervention.

Si cette crise humanitaire a été jusqu'à présent peu évoquée, il y a des raisons politiques. En reconnaissant la gravité de la situation, le gouvernement grec et l'Union Européenne devraient également admettre que l'état actuel des choses a été provoqué par le soi-disant «sauvetage» économique de la Grèce. Ainsi, les autorités ont choisi de garder le silence.

Il est vrai qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue une crise humanitaire. Mais la définition utilisée par ceux ayant une expérience dans le domaine est pratique et simple. Une crise humanitaire est généralement marquée par une pauvreté croissante, l'inégalité accrue dans l'éducation et la protection sociale, et le manque d'accès aux services sociaux. Des indicateurs particulièrement importants sont la perte de l'accès aux services de santé de base, aux examens médicaux, à l'hospitalisation et aux médicaments. En d'autres termes: quand vous voyez une crise, vous ne pouvez pas la confondre avec autre chose.

La Grèce n'aurait jamais imaginé qu'elle aurait du faire face à une crise humanitaire. Selon l'indice de développement humain des Nations Unies, en 2008, la Grèce était classée au 18ème rang dans le monde. Personne dans le pays n'a vraiment pensé que cela pourrait changer de façon si spectaculaire.

C'était une fausse sécurité offerte par les institutions et les mécanismes de l'UE. Les États membres devaient payer pour cette sécurité imaginaire en répondant à des critères économiques et politiques. Le paradoxe est que même l'Union Européenne, garante supposée de la sécurité et de la prospérité des Etats membres, dispose de moyens bien définis pour mesurer la pauvreté, à la fois en valeur absolue et relative, qui montrent que la crise humanitaire existe en Grèce.

Sur la base des critères et des données de l'Union Européenne, la Grèce est un pays en situation de pauvreté grave. En 2011, 31,4% de la population, soit 3,4 millions de personnes, vivaient avec un revenu inférieur à 60% du revenu national moyen disponible . Dans le même temps, 27,3% de la population, soit 1,3 millions de personnes, étaient menacés de pauvreté. Il n'y a pas encore de données pour 2012, mais les choses ont certainement empiré.

En utilisant d'autres indicateurs de l'UE, une grande proportion des ménages grecs vit actuellement dans des conditions de «privation matérielle». Un peu plus de 11% vivent dans une «privation matérielle extrême», ce qui signifie sans chauffage suffisant, sans électricité, ni soit d'une voiture ou d'un téléphone. Cela signifie aussi avoir une alimentation pauvre, dépourvu de viande ou de poisson sur une base hebdomadaire, ainsi que l'incapacité totale ou partielle de faire face aux dépenses d'urgence ou des paiements pour le loyer et les factures.

L'inefficacité des programmes européens pour la réinsertion des chômeurs sur le marché du travail et l'absence de programmes nationaux de protection sociale ont poussé la Grèce encore plus loin dans les

rangs de la pauvreté. Le taux de chômage des adultes était de 26,8% en Octobre 2012 . Et ce niveau, même si il est énorme par rapport à un passé récent, n'est représentatif de toute la réalité.

Il manque, par exemple, le chômage résultant de la défaillance des milliers de petites entreprises. Aux chômeurs devraient être ajoutés les travailleurs pauvres, à savoir les travailleurs avec des salaires si bas qu'ils ne peuvent pas satisfaire les besoins fondamentaux. Correspondants à 13% de la main-d'œuvre, ils représentent la plus forte proportion de travailleurs pauvres dans la zone euro.

Il y a trois autres indicateurs qui pointent vers une crise humanitaire. Tout d'abord, le nombre de personnes sans-abri a atteint des niveaux sans précédent pour un pays européen: des estimations non officielles indiquent un nombre de 40.000. Deuxièmement, la proportion de bénéficiaires grecs des services médicaux des ONG dans certains centres urbains a enregistré 60% du total en 2012. Cela aurait été impensable il y a trois ans, puisque ces services sont généralement fournis aux immigrants, et pas aux Grecs.

Troisièmement, il y a eu une croissance explosive dans les soupes populaires et la distribution générale de vivres. Même si rien n'est officiellement enregistré, l'Eglise de Grèce distribue environ 250 000 rations quotidiennes, alors qu'il y a un nombre inconnu de rations distribuées par les autorités municipales et les ONG. Par un ordre récent du gouvernement, les rations municipales sera encore élargies en raison de l'incidence croissante de l'évanouissement des enfants à l'école en raison de l'apport calorique trop faible. Il y aura également des repas légers offerts aux jeunes étudiants.

La preuve de la pauvreté, l'inégalité et l'impossibilité d'accéder aux services primaires confirme les déclarations de plus en plus désespérées des personnes en première ligne de la crise. Le pays est devenu un champ de l'action humanitaire, et devrait être traité comme tel. Il est honteux pour le gouvernement grec et l'Union Européenne de fermer les yeux. La communauté humanitaire internationale doit réagir de toute urgence.

Article par Alex Politaki, pour le Guardian, publié le 11 février 2013.

Un article de Reuters et lemonde.fr du 13 février 2013

Coup d'envoi de discussions sur le libre-échange entre UE et USA. (14.02)

Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont mis d'accord mercredi pour lancer d'ici juin des négociations sur un accord de libre-échange historique, qui concernerait la moitié de la production économique mondiale.

Les deux entités ont publié un communiqué commun (MEMO/13/94) recommandant l'ouverture de négociations en vue d'un accord élargi sur le commerce et les investissements.

Dans ce communiqué, le président Barack Obama, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, soulignent qu'à travers cette négociation, les Etats-Unis et l'Union européenne pourront non seulement élargir le commerce et l'investissement de part et d'autre de l'Atlantique, mais aussi contribuer au développement des règles internationales, susceptibles de renforcer le commerce multilatéral. (Cette stratégie complète ou se combine avec la guerre que les puissances occidentales mènent en Afrique, au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient pour contrer les ambitions de la Chine et de la Russie. - Ndlr)

Berlin et Paris ont salué l'annonce du président américain, Barack Obama, de l'ouverture de négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne. (Normal, Hollande et Merkel sont totalement subordonnés à l'impérialisme américain. - Ndlr)

Récemment, la chancelière allemande Angela Merkel avait appelé à accélérer le processus et relevé l'existence de "*signaux positifs*" aux Etats-Unis. Selon la chambre de commerce américaine en Allemagne, les échanges commerciaux transatlantiques représentent un volume de 700 milliards de dollars (520 milliards d'euros) par an et permettent 14 millions d'emplois.

La France, qui a toujours été dans le passé l'un des pays les plus réservés sur la création d'une zone de libre-échange transatlantique, s'est tout de même félicitée de cette proposition. La ministre du commerce extérieur, Nicole Bricq, a souligné que Paris défendra "*ses intérêts*", notamment sur l'agriculture, les indications géographiques protégées, ou encore la question du bœuf. (Tu parles ! - Ndlr) Une consultation s'achèvera début mars et la décision de la France de soutenir ou non un tel accord sera prise dans la foulée, a-t-on précisé dans l'entourage de la ministre.

L'accord de libre-échange pourrait accroître d'environ 0,5% la croissance européenne d'ici 2027, et de 0,4% celle des Etats-Unis, avec 86 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an pour l'UE, et 65 milliards d'euros outre-Atlantique. (Ou plutôt l'inverse. - Ndlr)

"*Ces négociations vont définir une norme, non seulement pour notre commerce et notre investissement bilatéral, dont font partie les questions de réglementation (Lire de dérèglementation. -Ndlr), mais aussi pour le développement des règles du commerce mondial*", a déclaré José Manuel Barroso lors d'une conférence de presse. (Qui seront décidées à Washington. - Ndlr)

Un tel accord constituerait l'événement le plus important dans l'histoire du commerce international depuis la création de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en 1995.

Le communiqué conjoint intervient au lendemain du discours de Barack Obama sur l'état de l'Union, dans lequel il appelle à l'ouverture de négociations avec les Vingt-Sept pour la création d'un vaste espace de libre-échange avec l'Union européenne.

Face au ralentissement de la croissance de part et d'autre de l'Atlantique et à la montée de la concurrence de la Chine et des économies émergentes, les deux entités ont mis en place un groupe de travail qui a prôné en 2012 des négociations en vue d'un accord élargi sur le commerce et les investissements.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, s'attend à des discussions difficiles sans "*solution de facilité*". Il a précisé qu'il faudrait dans l'idéal que les discussions soient achevées d'ici deux ans.

La plupart des taxes à l'importation entre l'UE et les Etats-Unis sont déjà relativement basses, en moyenne de 4%.

Les négociations porteront sur l'harmonisation des normes, des ceintures de sécurité pour les voitures aux produits d'entretien pour la maison et sur les réglementations sur les services.

Pour qu'elles puissent avoir lieu, ces négociations doivent faire l'objet d'une notification auprès du Congrès américain, tandis que la Commission européenne doit recevoir le feu vert des Etats membres de l'Union. Elle présentera en mars un projet de directive de négociations.

La réduction des taxes dans l'agriculture devrait constituer le volet le plus difficile des discussions.

Un précédent projet d'accord transatlantique en 1998 avait été bloqué par la France, qui redoutait à l'époque que l'Union européenne ne soit obligée à des concessions sur le commerce agricole.

Les Etats-Unis ont depuis longtemps fait part de leur déception face aux restrictions imposées par l'Union européenne sur certains de leurs produits agricoles, notamment les OGM.

Signe de la réticence toujours palpable de l'UE, José Manuel Barroso a déclaré que les négociations ne mettraient pas en danger la santé des consommateurs européens.

"Nous ne négocierons pas des changements de règles de base de chaque partie dont nous ne voulons pas, que ce soient les hormones ou les OGM", a-t-il dit. (C'est toujours ce qu'ils disent au départ, tout est beau, tout est bien dans l'intérêts des peuples. Tiens c'est marrant cette fois-ci ils ne l'ont pas mentionné, ils n'ont parlé que d'intérêts purement mercantiles. - Ndlr)

Quant aux Etats-Unis, ils ne souhaitent pas voir se reproduire un schéma identique au cycle de négociations sur le commerce de Doha, démarré en 2001 et qui n'a jamais pu aboutir.

Le groupe des vingt pays industrialisés et pays émergents les plus importants (G20) doit adopter le communiqué publié mardi par le groupe des sept (G7) afin d'apaiser les tensions sur la question des taux de change, a déclaré un haut fonctionnaire du gouvernement allemand mercredi. *"Je suis très heureux que nous ayons conclu – espérons-le – la question des taux de change pour le moment avec le nouveau communiqué du G7 (...), que tous les membres du G7 ont endossé et j'espère qu'il en sera de même pour le G20", a-t-il dit, à deux jours de la réunion des grands argentiers du G20 à Moscou. "Il ne faut pas que les discussions sur les taux de change détournent les Etats des réformes structurelles. Nous continuerons de réclamer plus de réformes structurelles dans la zone euro, en Europe et dans le monde", a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.*

Commentaire.

Un accord sur les taux de change en faveur du dollar et contre l'euro, voilà ce que va signer Hollande. Les 7 pays les plus riches se mettent d'accord et les 13 autres comptent pour du beurre et n'ont plus qu'à suivre...

Leur objectif est clair, amplifier la déréglementation tout azimut au niveau de l'UE (et du monde) au profit du cartel des banquiers, tandis que les Etats toujours autant ou plus endettés que jamais devront sabrer dans leurs budgets sociaux et réaliser des *"réformes structurelles"* pour livrer tous les services publics aux marchés, c'est le modèle néo conservateur américain qui doit s'imposer partout dans le monde.

Ce sera un pas de plus vers la mise en place du gouvernement mondial auquel ils aspirent, et on a la preuve ici que ce n'est pas une vue de l'esprit ou une fabulation d'adepte de la théorie du complot ou je ne sais quoi.

Un article lexpansion.com du 14 février 2013

Gros plan sur l'explosion du nombre des chômeurs en fin de droits. (16.02)

La tentative de suicide d'un chômeur en fin de droits à Saint-Ouen braque une nouvelle fois les projecteurs sur la montée du chômage de longue durée et celle des exclus du système d'indemnisation. Le principaux chiffres à retenir.

Après l'immolation par le feu d'un chômeur de 42 ans en fin de droits devant le Pôle Emploi de Nantes, la tentative de suicide similaire à Saint-Ouen d'un homme se disant dans la même situation met en lumière l'explosion du nombre de demandeurs d'emploi exclus du régime d'indemnisation.

Près d'un chômeur sur deux n'est pas indemnisé

A la fin décembre, plus de 4,6 millions de personnes pointaient à Pôle emploi, dont 3,1 millions sans aucune activité. Deux catégories en hausse respectivement de 10% et de 8,8%. Mais tous ces demandeurs d'emploi ne sont pas indemnisés. En décembre dernier, près de 2,3 millions de personnes recevaient une allocation chômage, soit une hausse de 5,1% sur un an deux fois moins rapide que la hausse globale des chômeurs. Autrement dit, si on y ajoute les chômeurs dispensés de recherche d'emploi, près d'un chômeur sur deux (47,8%) n'est pas indemnisé.

80 à 90 000 personnes par mois perdent leurs droits

Chaque mois, entre 80.000 et 90.000 allocataires en moyenne ne sont plus couverts par l'assurance-chômage car leurs droits sont épuisés. Le nombre de chômeurs en fin de droits a ainsi progressé de 7,2% en 2012. Pour l'Unédic, ces sorties sont dues au fait que de plus en plus d'entre eux entrent avec des droits chômage plus courts, et donc plus rapidement épuisés. "*La conjoncture étant mauvaise, elle permet peu de reprise d'emploi, l'arrivée en fin de droits est donc plus courante*", souligne-t-on.

A la crise, s'ajoute aussi un manque d'accompagnement dispensé par Pôle Emploi en raison d'un manque d'effectifs. Les agents sont débordés. "*En France, les conseillers Pôle Emploi ont deux fois plus de personnes à accompagner qu'en Angleterre ou en Allemagne*" précise Sophie Bonnaure, déléguée général de Solidarités Nouvelles face au Chômage.

Près de 2 millions de chômeurs longue durée

La situation n'est pas près de s'améliorer. Le chômage de longue durée a explosé (+12,5%) en 2012 à 1,96 millions de personnes inscrites depuis plus d'un an à Pôle emploi. Soit près de 39% des demandeurs d'emploi. Parmi eux, 500.000 sont au chômage depuis trois ans ou plus.

Que deviennent les chômeurs en fin de droit ?

Il y a trois cas possibles. Soit, la personne bénéficie de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) si elle justifie cinq ans d'activité salariée au cours des dix années précédant la fin de son contrat de travail.

Soit, le demandeur d'emploi n'est pas éligible à l'ASS mais perçoit le Revenu de Solidarité Active (RSA) : 483,24 euros pour une personne seule et n'exerçant aucune activité. Le passage de l'indemnisation au revenu minimum se traduit donc par une importante baisse de revenu.

Soit, le chômeur ne remplit aucune des conditions pour accéder à un minima social : à savoir s'il est âgé de moins de 25 ans ou si son foyer dépasse les plafonds du revenu. La personne se retrouve alors sans ressources propres. "*Quand on n'a ni le droit à l'ASS, ni au RSA, on n'est rien du tout !*" souligne Jean-François Kiefer, secrétaire national de CGT chômeurs.

Quelles solutions ?

Tout passe évidemment par une reprise de l'activité. Mais un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi tout au long de leurs recherches est nécessaire. *"Il faut des moyens financiers pour recruter plus d'agents, estime ainsi Sophie Bonnaure. Les entretiens avec les chômeurs sont trop courts, parfois ils se font par téléphone ou e-mail. Et, il faut du temps. Redonner confiance à la personne, s'assurer qu'elle ne se désocialise pas et l'écouter à l'occasion de rencontres régulières, sont les éléments indispensables pour aider un chômeur"*.

Un sentiment partagé par Philippe Berhault, secrétaire général adjoint de la CFDT-PSTE : *" Il faut s'occuper des demandeurs d'emploi dès le démarrage ! Pour cela, il faut du renfort sur place afin de mieux cibler les besoins des personnes. Je crois à la vertu de l'accompagnement mais il faut donner les moyens aux agents "*.

Quelles perspectives pour 2013?

L'Unédic ne prévoit que 7.300 demandeurs d'emploi indemnisés supplémentaires, mais s'attend à un afflux de 185.500 chômeurs sans activité de plus. En incluant les demandeurs d'emploi ayant une activité réduite, l'assurance-chômage prévoit une hausse totale de 234.900 inscrits. Le taux d'indemnisation pourrait donc encore baisser.

Un article de l'expansion.com du 15 février 2013

La France a détruit près de 67 000 emplois en 2012 (16.02)

L'économie française continue de détruire des emplois. Quelque 28.100 emplois ont été détruits au 4e trimestre 2012 dans les secteurs marchands, portant le nombre de postes disparus à 66.800 pour l'année (-0,4% par rapport à 2011), notamment dans l'intérim, selon des estimations provisoires publiées jeudi par l'Insee.

L'intérim, réputé précurseur des évolutions du marché du travail, a perdu 65.600 postes en un an, soit 11,5% de ses effectifs, souligne l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les intérimaires, comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission, tirent à la baisse les chiffres de l'emploi pour ce secteur des services (25.700 postes détruits in fine pour le tertiaire en un an, soit -0,2%).

Sur un an, l'industrie est aussi durement touchée, avec 31.700 emplois supprimés (-1%). Du côté de la construction, le solde est aussi négatif pour 2012, mais dans une moindre mesure (-9.400 postes soit -0,7%). 66.800 emplois ont disparu l'an passé

Sur un an, ce sont au total 66.800 postes qui ont disparu en France, portant le nombre total d'emplois salariés dans le secteur marchand à 16,033 millions. Après la reprise observée en 2010, la France a recommencé à détruire des emplois au dernier trimestre 2011, malgré un court répit début 2012.

Pour espérer stabiliser le chômage, il faudrait que l'économie crée 30.000 à 40.000 postes chaque trimestre, selon les économistes. Alors que le chômage accuse une hausse ininterrompue depuis 20 mois, 285.000 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires ont poussé la porte de Pôle emploi l'année dernière (+10%), hissant leur nombre à 3.132.900, proche du pic historique de janvier 1997 (3.205.000).

L'Insee a également annoncé jeudi que la croissance avait été nulle en 2012. Les experts estiment qu'une hausse annuelle d'1,5% du PIB est nécessaire pour inverser la courbe du chômage, objectif que s'est assigné François Hollande pour la fin 2013.

Un article de Libération.fr du 15 février 2013

L'OCDE salue l'accélération des réformes structurelles, cap sur l'emploi (16.02)

L'OCDE a salué vendredi une nette accélération des réformes structurelles, qu'elle prône de longue date, notamment dans les pays les plus fragiles de la zone euro, mais a appelé à "aller plus loin" pour favoriser l'emploi.

Paradoxalement, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reproche aux pays considérés comme de bons élèves, dont l'Allemagne, d'avoir un rythme de réformes *"nettement plus modéré"*. Une libéralisation du marché des biens y favoriserait non seulement l'activité mais aussi une réduction de l'excédent des comptes courants, facteur de déséquilibres européens et mondiaux, estime-t-elle dans son rapport annuel *"Objectif croissance"*.

Ce document, présenté à Moscou lors d'une réunion ministérielle des principaux pays riches et émergents du G20, identifie *"les priorités de réformes"* pour *"relancer la croissance et renforcer l'emploi durablement, sur fond de morosité"* économique.

"L'accélération du rythme général des réformes signalé dans l'édition de l'année dernière s'est confirmée", se félicite le chef économiste de l'organisation Pier Carlo Padoan.

Selon lui, les réformes pour mettre en oeuvre les recommandations de l'OCDE, souvent d'inspiration libérale, *"sont à leur plus haut niveau"* depuis la première édition de ce rapport en 2005.

Les efforts *"ont été particulièrement soutenus dans les pays de la zone euro"* sous la pression des marchés, comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne, relève-t-il.

Le club des pays riches se réjouit de voir que les réformes ont aussi porté sur le marché du travail et la protection sociale, *"des domaines politiquement sensibles"*.

Cela a *"contribué"*, estime Pier Carlo Padoan, à la récente accalmie dans la zone euro. Pour autant, les réformes structurelles *"constituent plus que jamais une priorité"* à ses yeux.

Alors que l'atonie de la reprise économique dans de nombreux pays riches *"a repoussé une proportion croissante de la population active aux marges du marché du travail"*, l'OCDE *"met l'accent"*, dans l'édition 2013, sur l'emploi.

Elle appelle à *"renforcer et remettre à plat les politiques actives du marché du travail et les politiques sociales, afin d'atténuer (...) l'impact des pertes d'emplois à court terme"*, mais aussi de *"réduire le chômage avant qu'il ne s'enracine"*.

"Cela vaut tout particulièrement pour la plupart des pays européens, où le chômage demeure nettement supérieur à son niveau d'avant la crise", soulignent les auteurs du rapport, mais aussi pour les États-Unis et le Canada, où *"le nombre de chômeurs de longue durée et de personnes ayant renoncé à chercher un emploi demeure élevé"*.

"Il faut aller plus loin", avec *"une réduction des obstacles à l'entrée dans le secteur des services"* qui *"peut déboucher rapidement sur des gains d'emploi"*, insistent-ils.

Malgré ses réformes récentes, la France est appelée à réduire la dualité entre CDI très protégés et CDD plus précaires et à rendre sa fiscalité plus favorable au travail.

Quant aux pays émergents, ils doivent *"faire reculer l'économie informelle"*. *"Élargir le champ d'application de la protection sociale, réformer la réglementation du marché du travail et garantir l'adéquation des ressources affectées à l'enseignement primaire et secondaire constituent à cet égard des recommandations essentielles"*, explique l'OCDE.

Un article du monde.fr du 15 février 2013

Ben Zygier, "prisonnier X" qui embarrasse Israël. (18.02)

Qui était le mystérieux "prisonnier X" détenu au secret dans la prison de haute sécurité d'Ayalon, à Ramlé, dans le sud de Tel-Aviv, entre février et décembre 2010 ? Quel secret pouvait-il bien garder pour que la justice israélienne et le Shin Bet, les services de sécurité intérieure, imposent la plus stricte censure aux médias et organisations des droits de l'homme qui ont tenté d'enquêter sur l'affaire ?

La diffusion, mardi 12 février, d'une enquête de la chaîne australienne ABC a donné quelques éléments : Ben Zygier, un juif australien ayant immigré en Israël en 2001 et âgé de 34 ans à sa mort, avait été recruté par le Mossad, le service du renseignement extérieur israélien. De cette histoire réunissant tous les ingrédients d'un bon roman d'espionnage, les autorités israéliennes n'ont finalement accredité qu'une version minimale. Un texte de six paragraphes, dont la justice israélienne a autorisé mercredi la diffusion.

Qui est Ben Zygier ?

L'histoire de Ben Zygier débute comme celle de nombreux "olim" ("*immigrés juifs en Israël*"). Né à Melbourne dans une famille très active au sein de la communauté juive, le jeune homme est membre du mouvement de jeunesse juif Hashomer Hatzahir ("*la jeune garde*"). Il effectue de nombreux séjours en Israël. Devenu avocat, en 2001, il décide d'immigrer en Israël où il épouse une Israélienne, avec qui il aura deux enfants. Les médias israéliens estiment que l'homme aurait effectué son service militaire à son arrivée en Israël.

D'anciennes connaissances peinent encore à l'imaginer dans cette double vie d'agent du Mossad. "*Je n'aurais jamais imaginé que quelqu'un comme lui puisse être au Mossad. Ben parlait trop*", a déclaré sous couvert de l'anonymat un ancien ami du mouvement de jeunesse, au JTA. L'homme se serait pourtant ouvertement confié à deux amis, indique le quotidien israélien Haaretz. "*Il m'a dit qu'il venait d'être recruté. J'étais choqué. C'est le type de sujet sur lequel les gens plaisantent souvent, mais je n'avais aucune raison de douter de lui*", a indiqué un ami de Melbourne.

L'appartenance de Ben Zygier aux services secrets israéliens n'a pas fait l'objet de démenti. Sans le dire ouvertement, son avocat Avigdor Feldman a même laissé entendre que Ben Zygier travaillait bien pour le Mossad. "*L'agent de liaison du Mossad avec lequel j'étais en contact m'a informé que, malheureusement, mon client n'était plus en vie*", a raconté l'avocat.

Pourquoi a-t-il été arrêté par Israël ?

Le profil de Ben Zygier avait très vite éveillé les soupçons des services de renseignement australiens, l'ASIO. Ils auraient été alertés par la demande effectuée lors d'un passage de Ben Zygier en Australie d'un nouveau passeport sous le nom de Ben Allen, rapporte le journal électronique +972. Les médias relatent qu'il aurait par la suite à nouveau changé d'identité pour Ben Alon puis Benjamin Burrows.

Selon le *Sydney Morning Herald*, Ben Zygier faisait partie d'un groupe de trois binationaux israélo-australiens placés début 2010 sous la surveillance de l'ASIO. "*Ces hommes ont utilisé leurs nouveaux passeports pour voyager en Iran, en Syrie et au Liban*", rapporte le journal. Ils avaient également tous trois des parts dans une société vendant du matériel électronique en Iran, rapportait le journal The Age en février 2010. Le quotidien australien rapporte que le correspondant de Fairfax Media, Jason Koutsoukis, avait à cette occasion appelé Ben Zygier. Il lui avait alors révélé les soupçons pesant sur son appartenance au Mossad et l'existence d'une enquête de l'ASIO à son sujet.

Cette conversation pourrait être liée, estime *Haaretz*, à l'arrestation quelques jours plus tard de Ben Zygier par le Shin Bet. Au nombre des pistes évoquées sur les raisons de cette arrestation, le groupe australien Fairfax Media cite des sources sécuritaires australiennes selon lesquelles Ben Zygier a été arrêté parce qu'il était sur le point de divulguer au gouvernement de Canberra ou à la presse des informations sur les opérations secrètes israéliennes, dont l'usage de faux passeports.

La détention de Ben Zygier est intervenue à un moment de tension aiguë entre Israël et l'Australie. Mahmoud Al-Mabhouh, un cadre militaire du Hamas, est assassiné à Dubaï, en janvier 2010. Selon Dubaï,

des passeports de plusieurs nationalités – dont un faux australien – ont été utilisés par les meurtriers. Ben Zygier était-il l'un des membres du commando qui a assassiné ce dirigeant du Hamas, chargé notamment de l'approvisionnement en armes du mouvement palestinien ?

C'est ce qu'affirme le journal koweïtien *Al Jarid*, qui cite des sources occidentales anonymes. Mais d'autres sources, dont la police de Dubaï, le démentent. Du fait de cet imbroglio diplomatique, les diplomates australiens n'ont pas demandé à avoir accès au prisonnier, indique le *Brisbane Times*. La famille ne l'a pas demandé non plus. Les diplomates australiens n'ont été impliqués dans l'affaire qu'après sa mort en détention.

Comment a-t-il pu se suicider en prison ?

L'homme s'est pendu dans sa cellule en décembre 2010. Son suicide éveille les soupçons. Cette célèbre cellule de l'aile 15, spécialement construite pour Ygal Amir, l'assassin de l'ancien premier ministre Yitzhak Rabin, a été équipée de caméras jusque dans les sanitaires afin de permettre une surveillance constante, 24 heures sur 24, indique *Haaretz*. Le système de surveillance identifie les mouvements corporels et la respiration. Une alarme est donnée si aucun mouvement n'est détecté en l'espace de cinquante secondes. Aucun suicide n'a eu lieu ces deux dernières années dans des cellules de ce type, précise le quotidien.

Cet acte a surpris son avocat, Avigdor Feldman, qui l'avait vu la veille. *"A aucun moment, durant toute la conversation, je n'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'une personne qui était sur le point de se supprimer"*, a témoigné l'avocat spécialiste des droits de l'homme. *"J'ai trouvé une personne en effet inquiète, à cause des circonstances, mais sûrement pas une personne émotionnellement détruite ou dépressive, pour autant que j'aie pu en juger"*, a-t-il insisté. Sans divulguer les "crimes graves" reprochés à son client, M. Feldman a précisé que ce dernier était alors confronté à un choix cornélien entre négocier une peine – soit un certain nombre d'années en prison – ou bien continuer à se défendre lors d'un procès difficile qui, en cas de culpabilité, aurait pu aboutir aussi à une détention prolongée. *"Ceux qui l'interrogeaient lui ont dit qu'il pouvait s'attendre à une longue peine de prison et qu'il serait rejeté par sa famille et la communauté juive"*, a ajouté l'avocat. *"Ils ont fait jouer toutes les cordes sensibles, et je suppose que cela a finalement abouti à cette fin tragique."*

Un éditorialiste de *Haaretz* évoque ainsi deux scénarios : une négligence du service pénitentiaire ou *"l'autre alternative : quelqu'un a poussé Zygier à la mort, psychologiquement, si ce n'est physiquement"*. Sans adhérer totalement à cette thèse, nombre de commentateurs israéliens se disent troublés par les multiples zones d'ombre de l'affaire. *"Les questions (...) sont nombreuses et troublantes. Y a-t-il eu une tentative des différents organismes gouvernementaux, dont le procureur général et les agences de sécurité, de blanchir l'affaire et d'empêcher une enquête indépendante sur les circonstances de sa mort ?"*, s'interroge l'éditorialiste du Yediot Aharonot Shimon Shiffer.

Quels sont les faits qui lui sont reprochés ?

Des analystes soulignent que, selon le ministère de la justice israélien, la famille de Ben Zygier a été immédiatement informée de son arrestation, des avocats mis à sa disposition et toutes les procédures légales respectées. Le quotidien de droite *Maariv* critique ainsi *"les informations publiées en Australie présentant l'image d'un homme qui a été emprisonné sans procès, sans procédure légale, en isolement total"*. L'avocat Avigdor Feldman admet, lui aussi que, malgré les aspects mystérieux de l'affaire, les droits légaux du "prisonnier X" ont été respectés, *"sinon rien ne serait sorti"*. Le ministère de la justice a assuré qu'une enquête avait été ouverte sur d'éventuelles négligences relatives au décès du "prisonnier X". Selon le quotidien *Haaretz*, les pouvoirs publics ont accepté de verser *"plusieurs millions de shekels"* à la famille de Ben Zygier il y a un mois et demi, lorsque l'enquête interne a conclu au suicide.

Les procédures qui ont entouré sa détention laissent penser à une implication dans des actes *"d'espionnage, de trahison, des informations très très sensibles qui, si elles étaient connues d'autres personnes, pourraient poser une menace immédiate à l'Etat d'Israël"*, a justifié une source des renseignements à la chaîne australienne ABC. D'anciens membres des services de renseignement israéliens affirment que la détention au secret d'anciens espions est parfois nécessaire pour éviter que les pays dans lesquels ils ont effectué des missions ne découvrent leur véritable identité et ne débusquent d'autres agents secrets présents sur place. L'appartenance supposée de Ben Zygier au Mossad et son implication dans des opérations secrètes,

s'ils étaient avérés, estime le journal électronique +972, "*explique pourquoi Israël s'est autant démené pour garder son identité secrète*".

La censure imposée aux médias israéliens et aux associations de droits de l'homme depuis 2010 fait toutefois l'objet de nombreuses critiques. "*On appelle cela une disparition, et une disparition n'est pas seulement une violation des droits de la personne à un procès équitable, c'est un crime*", a dénoncé Bill van Esveld, un avocat de Human Rights Watch basé à Jérusalem. Dans les médias israéliens, on critique aussi l'imposition d'une censure. Alors que le journaliste d'Haaretz Yoel Marcus met en lumière l'absurdité de l'application des règles de la censure militaire, le site électronique +972 se demande s'il était au fond question de protéger la sécurité nationale ou davantage les responsables des échecs mis en lumière dans cette affaire ?

Hélène Sallon

Vers une indemnisation de la famille du "*prisonnier X*"

Selon le *Guardian*, le gouvernement israélien a proposé une compensation financière s'élevant à "*des centaines de milliers de livres*" à la famille du "*prisonnier X*". Citant une source anonyme, le *Haaretz* affirme que cet accord a été passé il y a six semaines, après une enquête officielle sur la mort de Ben Zygier.

Commentaire.

Cela ne fait pas l'ombre d'un doute que le Mossad l'a liquidé.

Un article de lexpansion.com du 18 février 2013

10 chiffres à connaître sur le surendettement. (19.02)

Une étude réalisée par la Banque de France révèle le profil des personnes surendettées en 2011. Portrait en dix chiffres clefs.

Une femme seule, de plus de 55 ans, locataire, vivant avec moins de 2000 euros par mois ... voilà le portrait robot auquel on pourrait aboutir si l'on recoupaient les caractéristiques les plus fréquentes retrouvées chez les surendettés, selon la dernière enquête réalisée par la Banque de France. Cette étude typologique, qui a été publiée ce lundi, a été établie à partir de 202 874 dossiers déclarés recevables (répondant aux critères du surendettement) au cours de l'année 2011. Portrait en dix chiffres clefs.

232 493 dossiers déposés en 2011

En cinq ans, la Banque de France a reçu plus d'un million de dossiers de surendettement dont 900 000 ont été jugés recevables. Ces chiffres sont poussés par la crise économique et le fort taux de chômage, qui a atteint 10,3% au troisième trimestre 2012. Au total, ce ne sont pas moins de 232 493 dossiers que la commission du surendettement a reçus en 2011, soit une augmentation de 6,19% par rapport à l'année précédente.

36 801 euros de dette moyenne par dossier

L'encours moyen global par dossier recevable est de 36 801 euros en 2011, ce qui est en légère augmentation par rapport à 2010 (+2 345 euros). La dette de ces ménages n'est pas seulement liée aux crédits à la consommation, mais aussi aux charges courantes avec les dépenses de logement, énergie et alimentation.

81,2% des ménages ont moins de 450 euros par mois pour réduire leur dette

La capacité de remboursement moyenne a stagné en 2011. 81,2% des ménages disposent de moins de 450 euros par mois pour réduire leur dette.

9,1 dettes par dossier

Le nombre moyen de dettes par dossier a légèrement fléchi en 2011. Il est passé de 9,9 dettes en 2010 à 9,1 en 2011 pour l'ensemble des dossiers recevables. 90% d'entre eux enregistrent une dette de consommation, 75,6% une dette de charge courante, 55,9% une dette liée à un découvert ou un dépassement, et 8,7% une dette immobilière.

78,5% des personnes surendettées vivent avec moins de 2000 euros par mois

78,5% des ménages surendettés ont des ressources mensuelles inférieures à 2000 euros par mois: un quart des surendettés est au chômage (25,6% en 2011) et un autre quart est en invalidité, congé longue durée (maladie, parental) ou sans profession. Les autres sont dans des situations plus précaires encore. 48,7% des personnes surendettées ont un revenu inférieur ou égal au SMIC et 10,7% ont un revenu inférieur ou égal au revenu de solidarité active (RSA).

39 % des surendettés sont des salariés

La part des surendettés salariés en activité a augmenté de 2,3 points sur la période 2010-2011 pour atteindre 39%. Les salariés en CDI sont particulièrement touchés avec une hausse de 1,6% par rapport à l'année précédente. Les contrats à durée déterminée et les intérimaires n'échappent pas à la tendance, mais dans une moindre mesure avec une augmentation de seulement 0,4%. Et les professions les plus touchées par ce phénomène sont les employés (35,1%) et les ouvriers (24,5%).

Deux tiers des surendettés vivent seuls

64,2% des personnes surendettées sont des personnes vivant seules. L'étude révèle qu'il y a moins de célibataires mais de plus en plus de personnes séparées ou divorcées. Ces derniers font face à des dépenses coûteuses à la suite de la séparation : frais d'avocats, déménagement, nouveau logement ou encore ameublement. Ils représentent 35% des cas contre 26,5% dix ans plus tôt. Cependant, on note une légère augmentation des personnes surendettées vivant en couple : 38,5% en 2011 contre 34,7% en 2010.

78,6% des surendettés sont locataires

La grande majorité des personnes surendettées sont locataires. Ils représentent au total 78,6% des surendettés. Cependant, la part de ceux qui sont propriétaires est en augmentation de près de deux points par rapport à 2010, s'établissant à 9,3% en 2011. Même si leur représentation reste minoritaire, les propriétaires sont donc eux aussi de plus en plus concernés par le surendettement. La Banque de France ne manque pas de rapprocher ces données d'une autre statistique puisque la part de dossiers comportant un endettement immobilier est passée dans le même temps de 7,2% à 8,7%. Avec un montant moyen qui s'élève à 95 252 euros.

55,5% des personnes surendettées sont des femmes

Globalement, les femmes représentent 55,5% de l'ensemble des débiteurs et codébiteurs. Cette part est en légère baisse par rapport à 2010, où les femmes représentaient 56% des surendettés. Elles sont plus représentées dans les tranches d'âge extrêmes: chez les moins de 25 ans et les plus de 75 ans.

+ 7 points pour les surendettées seniors

Confirmant la tendance au vieillissement des personnes surendettées, le pourcentage de surendettés seniors, de plus de 55 ans, a augmenté de 7 points depuis 2001 pour atteindre 23,6% des cas en 2011. Nombreux sont ceux qui assument à la fois leurs parents âgés et aident leurs enfants voire petits-enfants dans les grandes étapes de leurs vie (études supérieures, achat d'une première voiture ou d'un logement). Reste qu'en 2011, la tranche d'âge la plus représentée en 2011 était celle des 35-44 ans, avec 27,4% des dossiers.

Un article de La Tribune du 18 février 2013

L'accord de libre échange Etats-Unis - Europe n'est pas pour demain (19.02)

L'Union européenne et les Etats-Unis ont décidé de lancer les négociations pour un accord de libre-échange entre les deux zones. A quoi ressemblera cet accord qualifié du "plus important contrat commercial bilatéral jamais négocié" ? La Tribune fait le point.

Dans son discours sur l'état de l'Union le 12 février, Barack Obama a annoncé sa volonté de faire avancer les négociations concernant la zone de libre-échange envisagée avec l'Union européenne. Ce dont Bruxelles se félicite. Mais à quoi ressemblera cet accord de libre-échange historique qui pourrait de devenir le plus important contrat commercial bilatéral jamais négocié ? Accès aux marchés, harmonisation de la réglementation, barrières non tarifaires... Voici les principales pistes à l'étude par la Commission européenne.

L'accès aux marchés

Tarifs: L'objectif de cet accord serait de tendre vers la suppression de tous les droits sur le commerce transatlantique des produits industriels et agricoles, avec un traitement spécial pour les produits les plus sensibles. Actuellement, les barrières tarifaires transatlantiques sont relativement faibles, avec une moyenne de 5,2% pour l'Union européenne et 3,5% pour les Etats-Unis, d'après les estimations de l'OMC. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des échanges commerciaux entre l'UE et les États-Unis, ces droits de douane représentent des coûts non négligeables. Rappelons en effet qu'ensemble, les Etats-Unis et l'Union européenne représentent près de la moitié (47%) de la production de richesse mondiale et environ un tiers du commerce mondial, d'après la Commission européenne. "*Chaque jour, des marchandises et des services de près de 2 milliards d'euros sont négociés de manière bilatérale*", précise la Commission.

Services: L'Union européenne et les Etats-Unis souhaitent également ouvrir leurs secteurs des services. Les deux parties voudraient élargir leurs marchés à de nouveaux secteurs, comme celui des transports.

Investissement: Dans ce domaine, l'objectif est d'atteindre les plus hauts niveaux de libéralisation et de protection, sans que plus de précisions ne soit pour l'heure donnée à ce sujet.

Passation des marchés publics: Les entreprises européennes dont l'activité dépend de marchés publics représentent 25% du PIB et 31 millions d'emplois, selon la Commission européenne. Par conséquent, le contrat viserait à créer de nouvelles opportunités commerciales en ouvrant l'accès aux marchés publics à tous les niveaux de gouvernement, sans discrimination pour les entreprises européennes.

La réglementation et les barrières non tarifaires

Barrière non tarifaire: Les droits de douane ne constituent pas, selon la Commission européenne, l'obstacle le plus important. Ce serait plutôt les barrières qui se dressent "*derrière la frontière*" qui posent problème. Dans un communiqué, le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht évoque ainsi des "*surcoûts de 10 à 20%*" pour certains produits. L'exemple le plus souvent cité est l'automobile. En effet, les standards de sécurité et les normes environnementales varient de part et d'autre de l'Atlantique. Ce qui gêne les constructeurs qui veulent exporter leurs produits. Ceux-ci doivent en effet adapter leurs modèles et certifications à la réglementation en vigueur sur le lieu de commercialisation. Ce qui a un coût. Cet accord commercial a donc pour but de réduire les coûts inutiles et des retards pour les entreprises, tout en maintenant un haut niveau de protection concernant la santé, la sécurité, les consommateurs et l'environnement.

Réglementation: Dans cet esprit, les deux parties ont l'intention d'aligner autant que possible leurs normes et procédures (ou les accepter mutuellement), en s'accordant sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (normes sanitaires et d'hygiène, par exemple pour les produits alimentaires), ainsi que sur les obstacles techniques au commerce. En outre, les deux parties doivent plancher sur la compatibilité des réglementations de plusieurs secteurs spécifiques, tels que la chimie, l'automobile, la pharmaceutique et d'autres branches de santé telles que celle des appareils médicaux.

Droits de propriété intellectuelle: L'Union européenne et les Etats-Unis se sont engagés à maintenir et à promouvoir un niveau élevé de protection de la propriété intellectuelle, ainsi que leur application. Compte tenu de l'efficacité de leurs systèmes respectifs, le but n'est pas de tendre vers une harmonisation, mais d'identifier un certain nombre de questions spécifiques pour lesquelles les divergences seront abordées.

Commerce et développement durable: Les deux parties ont également l'intention de travailler ensemble sur les aspects sociaux et environnementaux du commerce et du développement durable.

Une harmonisation qui s'annonce difficile

Mais ces annonces ne doivent pas masquer les difficultés qui persistent encore entre les deux membres de l'OMC. En raison de multiples divergences réglementaires qui ne peuvent disparaître en un claquement de doigts, l'idée est d'envisager un "accord vivant" permettant d'améliorer la convergence réglementaire au fil du temps par rapport aux objectifs et délais impartis.

Le chemin est encore semé d'embûches. En particulier sur les sujets les plus sensibles tels que l'agroalimentaire par exemple. Le "*boeuf aux hormones américain*" en est un symbole. La question avait en effet donné lieu à une querelle entre les deux continents pendant plus de vingt ans. L'Europe refusait d'importer la viande incriminée et les Etats-Unis se défendaient en imposant, avec l'aval de l'OMC, d'importants droits de douane sur des produits typiques tels que le roquefort, le chocolat, les échalotes ou encore la moutarde. La hache de guerre a finalement été enterrée en mars 2012, suite à un vote au Parlement européen.

Aujourd'hui, c'est à la politique agricole commune (PAC) de servir de principal point de tension entre les deux régions les plus riches du monde. Pour le pays de l'Oncle Sam, la PAC relève du protectionnisme. Sur les produits agricoles, les droits de douane s'élevaient "*en moyenne à seulement 12% pour les Etats-Unis, contre 30% en moyenne pour l'Europe*", d'après le site du ministère de l'Agriculture américain. De son côté, le Congrès américain évalue les droits de douane moyens à 9% pour les Etats-Unis et à 18% pour l'Europe.

"*Dans l'idéal*", les Européens souhaitent boucler le dossier d'ici deux ans, comme l'a confirmé Karel De Gucht début février... une éternité.

Commentaire. Au départ j'avais reproduit un autre article du portail Atlantico et franchement cela me gênait tant il est fréquenté par des gens immondes, ensuite j'ai dégoté celui-ci plus objectif, pas difficile !

Un article de Reuters du 19 février 2013

Les effets des perturbateurs endocriniens chimiques dévoilés. (20.02)

Les perturbateurs endocriniens chimiques pourraient être en partie responsables de la recrudescence de malformations à la naissance, de cancers hormono-dépendants et de troubles neurologiques et psychiatriques, selon un rapport de l'Onu publié mardi.

Selon ce rapport conjoint du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) intitulé "*L'Etat de la science sur les perturbateurs endocriniens chimiques*", "*de nombreuses substances chimiques synthétiques dont les effets perturbateurs sur le système endocrinien n'ont pas été testés pourraient avoir des conséquences non négligeables sur la santé*".

Les experts soupçonnent ces substances d'être responsables des troubles de la reproduction observés chez l'homme, de la hausse des cancers, autrefois rarissimes, chez l'enfant, mais aussi de l'asthme, des accidents vasculaires-cérébraux, de la maladie d'Alzheimer et de Parkinson, de l'obésité, ou encore de la disparition de certaines espèces animales.

De plus, les enfants exposés avant ou après la naissance à ces perturbateurs sont jugés particulièrement vulnérables et susceptibles de développer plus tard des troubles du comportement ou de l'apprentissage, telle la dyslexie.

Dans certains pays, ces troubles affectent 5 à 10% des enfants à la naissance, et l'autisme peut affecter jusqu'à 1% des enfants. Les leucémies et les cancers du cerveau sont aussi en hausse chez l'enfant, selon le rapport.

Pour aboutir à ces conclusions réunies en 28 pages, les experts de l'Onu se sont appuyés sur les conclusions d'études sur l'impact des produits chimiques sur l'homme et l'animal.

Parmi les substances incriminées figurent les phtalates, longtemps utilisés pour rendre les matières plastiques plus souples. Les phtalates sont utilisés notamment pour fabriquer des jouets, des tétines, des parfums et des médicaments, ainsi que des produits cosmétiques, comme des déodorants.

Le rapport cite également les perturbateurs présents dans les pesticides, les appareils électroniques, ainsi que certains additifs ou contaminants dans l'alimentation. Les experts estiment qu'ils seraient présents dans les récipients ou les bouteilles et passeraient dans les boissons et l'alimentation.

Le bisphénol A, interdit depuis le début de l'année en France pour les contenants destinés aux enfants de moins de trois ans, en fait partie. On le retrouve dans le polycarbonate et dans des résines époxy utilisées dans le revêtement intérieur des boîtes de conserve, des canettes et des canalisations.

Mais les auteurs du rapport soulignent que des "*centaines de milliers*" d'autres perturbateurs sont utilisés dans le monde et que seule une petite partie est reconnue comme potentiellement nuisible pour la santé et le système endocrinien.

"Les produits chimiques occupent une place de plus en plus importante dans la vie moderne et sont essentiels à beaucoup d'économies nationales, mais leur gestion irrationnelle remet en cause la réalisation d'objectifs de développement essentiels et le développement durable pour tous", a déclaré Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE.

"Il est clair que certains de ces polluants chimiques peuvent affecter le système endocrinien et (...) peuvent aussi interférer dans les processus de développement des êtres humains et des espèces animales", met en garde le rapport.

La contamination intervient de plusieurs façons, notamment du fait de la modification de l'environnement.

"Les perturbateurs endocriniens chimiques peuvent entrer dans l'environnement principalement par le biais des effluents industriels et urbains, le ruissellement des terres agricoles et l'incinération et le rejet des

déchets. L'être humain peut y être exposé lors de l'ingestion de nourriture, de poussière et d'eau ou de l'inhalation de gaz et de particules présents dans l'air, ainsi que par contact cutané", souligne le rapport.

Les auteurs déclarent par conséquent l'existence d'"une menace mondiale qui doit être résolue", et qui pourrait être "largement sous-estimée".

Ils préconisent d'approfondir les recherches afin de bien comprendre les liens qui existent entre ces perturbateurs endocriniens chimiques et les troubles observés.

"Tous ces troubles complexes ont des causes à la fois génétiques et environnementales", soulignent-ils.

"Mais comme les connaissances dont on dispose sont très lacunaires, il est extrêmement difficile de déterminer exactement les causes et les effets."

"Les perturbateurs endocriniens chimiques connus ne constituent que la 'partie émergée de l'iceberg' et il faut disposer de méthodes de test plus complètes pour identifier d'autres perturbateurs endocriniens éventuels, leurs sources et leurs modes d'exposition", concluent-ils.

Commentaire.

On croit rêver, comme si ce n'était pas évident qu'à force de jouer aux apprentis sorciers uniquement pour faire du fric, ils ne mettaient pas en danger à terme l'existence de la civilisation humaine ou plutôt certaines couches de la population, les plus défavorisées qui aussi les plus nombreuses, qui consomment de préférence les produits les moins chers bourrés de produits chimiques de synthèse, alors que les nantis peuvent s'approvisionner dans les magasins diététiques et consommer des produits sains.

C'est une forme d'eugénisme programmé comme une autre, dont les multinationales ont parfaitement conscience qu'on le veuille ou non.

Certains nous dirons : et voilà qu'il nous ressort la théorie du complot. Mais qui a caché à la population les dangers potentiels de ces produits ? Qui a fait en sorte qu'ils figurent absolument partout ou presque ? Qui a fait en sorte que la majorité de la population n'ai pas les moyens financiers pour les éviter ? Qui aujourd'hui comme demain fait ou fera en sorte que la population continue de l'ignorer ? Ceux à qui cela rapportent des centaines de milliards de dollar par an à travers le monde, en réalité au cartel des banquiers internationaux qui contrôlent aussi les multinationales de l'agroalimentaire et de la chimie, les principaux laboratoires, les grandes universités américaines...

Un article lepoint.fr du 20 février 2013

Allemagne : Amazon et ses gardes néonazis. (21.02)

Un documentaire allemand a révélé les pratiques peu scrupuleuses d'Amazon en matière de droit du travail. Il est même question d'agents de sécurité néonazis.

Rien ne va plus pour Amazon en Europe. La France et le Royaume-Uni l'accusent de ne pas s'acquitter de ses impôts. Si bien que le fisc français réclame près de 200 millions d'euros d'arriérés au géant de la vente en ligne. Mais voilà qu'une nouvelle polémique, cette fois venant d'Allemagne, vient écorner de nouveau l'image de la marque. Et c'est un documentaire qui sonne la charge. Diffusé le 13 février sur la chaîne ARD, *Ausgeliefert ! Leiharbeiter bei Amazon* (Livré ! Les travailleurs saisonniers d'Amazon) révèle les conditions de travail au sein de l'une des plateformes d'Amazon à la veille des fêtes de fin d'année.

Les images, souvent tournées en caméra cachée, lèvent le voile sur les conditions de travail des 5 000 intérimaires étrangers d'Amazon. Ces derniers, issus pour la majorité d'Europe de l'Est et du Sud, travaillent dans des conditions de grande promiscuité : ils dorment dans des bungalows sinistres, sont contraints d'attendre des bus surchargés dans le froid, sont rémunérés à des salaires inférieurs à ceux promis par leurs recruteurs... Mais le plus inquiétant n'est pas là.

Des agents de sécurité à l'allure néonazie

Le documentaire accuse aussi l'entreprise américaine d'employer un service de sécurité apparenté à l'extrême droite. Une accusation plausible à en croire les vêtements portés par les employés et par le nom donné à l'entreprise. Souvent vêtus de sweat-shirts Thor Steinar, une marque adulée par les néonazis allemands, les gardes font la vie dure aux intérimaires. Quant à leur employeur ? La société HESS (Hensel European Security Service) est l'homophone de Rudolf Hess. Un homme qui a été l'un des plus proches confidents d'Adolf Hitler. Chef de la chancellerie du NSPAD, il a participé activement à la rédaction des lois de Nuremberg. Les mêmes qui permirent, dès 1935, d'accroître les persécutions faites aux juifs. Lors du procès de Nuremberg, Rudolf Hess fut condamné à la prison à perpétuité. À l'âge de 93 ans, après quarante-six années de détention, il se pendit en prison à l'aide d'un fil électrique.

Un "martyr" pour les néonazis.

Suicide pour les autorités allemandes, mais assassinat pour la famille. Celle-ci avait même accusé la CIA d'avoir perpétré le crime. Une thèse qui avait été défendue, dans un livre, par un ex-brancardier de la prison. Il n'en fallait pas plus aux néonazis pour faire de Rudolf Hess un de leurs martyrs. Il est alors difficile d'imaginer que la société HESS, dans une Allemagne au passé encore sensible, ait choisi ce nom en toute innocence. Bien que l'entreprise ait démenti ses supposés liens avec l'extrême droite, Amazon a mis un terme au contrat. La multinationale n'avait pas d'autre choix face au scandale suscité par la diffusion du documentaire.

De fait, dans toute l'Allemagne, les réactions ne cessent de pleuvoir. Les journaux en font leurs gros titres, les consommateurs appellent au boycott sur le compte Facebook de la marque, et le gouvernement allemand a menacé le groupe américain de sanctions. Dans un article du Monde, en date du 19 février, Michael Sommer, le président de la fédération de syndicats DGB, a déclaré : "*Il faut arrêter le système Amazon.*" Amazon a pourtant peu de souci à se faire. L'Allemagne est son marché le plus important en Europe.

Un article de Reuters.fr du 20 février 2013

Bruxelles va avoir un droit de veto sur les budgets nationaux. (21.02)

Le Parlement européen et la Commission européenne se sont entendus mercredi pour autoriser cette dernière à contrôler les projets de budget des pays de la zone euro afin de s'assurer qu'ils respectent les règles européennes et à recommander des ajustements si tel ne devait pas être le cas.

Après des mois de discussions houleuses, les députés ont accepté de renforcer les prérogatives de l'exécutif européen pour améliorer la discipline budgétaire de la zone euro et éviter une nouvelle crise de la dette.

Aux termes de l'accord, les recommandations de la Commission européenne ne seront pas contraignantes, mais les gouvernements qui n'en tiendront pas compte s'exposeront à des sanctions de Bruxelles.

La nouvelle loi, appelée "*paquet de deux*" sur la gouvernance économique, complète les règles budgétaires existantes, durcies fin 2011 pour imposer des sanctions plus rapides aux pays qui ne respectent pas les objectifs de déficit budgétaire et de plafond de la dette.

"Ces nouvelles loi sont un élément clé pour mettre en place une gouvernance économique plus forte dans la zone euro et renforcer la protection de l'Union européenne contre de nouvelles crises économiques", a estimé le président du Parlement européen, Martin Schulz.

L'accord conclu mercredi devrait se concrétiser par le vote d'une loi au mois de mars, ce qui contraindra les gouvernements des pays de la zone euro à transmettre leur projet de budget 2014 à la Commission avant le 15 octobre.

"Cela signifie que la zone euro va bénéficier d'un cadre décisionnaire plus intégré et plus efficace dès le cycle budgétaire 2014", s'est réjoui le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn.

Dans le système actuel, les membres de la zone euro se concertent déjà, au cours des six premiers mois de l'année, sur l'orientation que doit prendre leur politique budgétaire l'année suivante. La Commission européenne fait des suggestions, que les gouvernements doivent valider.

Le nouveau rendez-vous d'octobre, avant que les projets de budget ne soient soumis aux parlements nationaux, est donc présenté comme un simple moyen de s'assurer que les Etats respectent les engagements qu'ils ont pris au premier semestre.

La loi permettra également à la Commission de placer sous surveillance étroite un pays qui serait exposé à *"des difficultés financières"*.

Concrètement, cela signifie que le gouvernement du pays en question devra s'attaquer aux racines du problème, et que l'efficacité de ses réformes sera évaluée chaque semestre par l'exécutif européen.

Ce nouveau système de contrôle a fait l'objet de négociations ardues entre la Commission et le Parlement, qui ne s'opposait pas au principe, mais demandait en retour la mise en place d'un *"Fonds de rédemption"* européen.

Proposé à l'origine par des économistes allemands, ce fonds mutualiserait la part de la dette des pays de la zone euro dépassant 60% du produit intérieur brut (PIB) -le seuil toléré par Bruxelles- et permettrait son remboursement sur vingt ans à taux réduits.

La Commission ne voulait pas promettre au Parlement de présenter un projet de loi sur ce sujet, en raison de l'hostilité affichée par Berlin et d'autres capitales d'Europe du Nord à toute mutualisation de la dette.

Pour débloquer les négociations, l'exécutif et le législatif européens ont accepté une solution de compromis: la création d'un groupe d'experts qui se penchera sur la faisabilité du Fonds de rédemption et devra rendre ses conclusions -non contraignantes- d'ici à mars 2014, trois mois avant l'expiration du mandat en cours de la Commission.

Commentaire.

Question : De qui est l'émanation la Commission européenne, qui désigne ses représentants, qui la compose, d'où viennent-ils ? Qui donne le pouvoir à la Commission européenne ou plus largement aux institutions de l'Union européenne de se substituer aux Etats ?

Réponse : les chefs d'Etat des 27 pays qui composent l'Union européenne ainsi que les institutions politiques nationales de chacun de ces pays.

Donc pour briser le joug ou la dictature de l'Union européenne, pour rompre avec l'UE dont la politique coïncide avec celle que mettent en oeuvre tous les gouvernements et parlements de l'UE, ne faut-il pas axer notre politique dans la perspective de renverser les institutions politiques nationales dans chacun de ces pays pour ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier, à un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste constituée par les travailleurs eux-mêmes avec les partis et les organisations qui combattent à leur côté pour leur émancipation du capital ? Existe-t-il une autre voie ?

La main de fer de la dictature de l'oligarchie financière se referme, il nous reste peu de temps pour faire voler en éclats tout leur édifice construit sur la négation de nos droits politiques qu'incarne le Parlement européen. Le boycott des élections européennes s'impose à nous évidemment.

Un article d'oceanews.fr du 20 février 2013

François Hollande à Athènes : les affaires sont les affaires. (21.02)

Le président français était à Athènes hier, en "ami", pour montrer sa "solidarité" devant les efforts fournis par la population et le gouvernement. Jugeant que le retour à la croissance était la solution pour la Grèce, il a indiqué que "*le maintien de la Grèce dans la zone euro est un acquis*". Vaste blague démontée dans le dernier billet de Jacques Sapir.

Il serait possible d'écrire plusieurs pages sur la venue du président, comme l'a d'ailleurs fait mediapart hier dans son article "*A Athènes, Hollande devient champion des privatisations*". Tout y est.

On pourrait rappeler qu'avec la grève des journalistes en Grèce, il n'y eu aucun commentaire sur les images de François Hollande arrivant à l'Aéroport. La vidéo de son arrivée a d'ailleurs tourné en boucle et les téléspectateurs ont donc eu l'occasion de voir l'atterrissage et la sortie du président français de son avion plus de 80 fois. Il semble aussi que la population grecque, à raison, n'était pas particulièrement excitée par cette visite. Il faut dire, dans un pays où les derniers chiffres du chômage montrent une hécatombe, dans un pays gouverné d'une main de fer par le premier ministre A. Samaras, le nouvel ami de F. Hollande, la priorité est ailleurs.

Rappelons que F. Hollande avait conseillé à la population grecque à voter pour les partis pro-euro, c'est à dire ceux là même, pour les médias, la Nouvelle Démocratie et le PASOK, qui sont en grande partie à l'origine de tout ce que l'on peut reprocher à la société grecque. Inutile de rappeler ici que le Syriza souhaitait également rester dans la zone euro. F. Hollande a donc apporté son soutien au premier ministre, qui, rappelons le, avait indiqué pendant la campagne électorale que "*les immigrés sont les tyrans de la société grecque*".

F. Hollande a donc apporté son soutien à un gouvernement qui torture ses détenus, procède à des raid dans des espaces autogérés, stigmatise les toxicomanes et les séropositifs et ferme les yeux sur les actions des néonazis : hier, le procès d'un des députés de l'Aube Dorée qui avait participé à la destruction des stands de vendeurs étrangers sur deux marchés devait commencer. Son avocat n'ayant "*pas pu venir*", le procès a été ajourné et reporté au mois d'octobre prochain. Classique en Grèce : E. Kasidiaris, qui avait frappé deux femmes politiques de gauche en direct à la télévision grecque en est au 4ème report d'un procès pour violence avec arme blanche. Autre exemple, le procès pour contrefaçon et contrefaçon de la société Aegean Oil a lui aussi été reporté dernièrement pour la 5ème fois, tandis que que son patron aurait menacé de mort un journaliste d'Unfollow. L'avocat du patron d'Aegean Oil, dans cette affaire de menaces de mort, n'est autre qu'un ami de longue date et conseiller officieux du nouvel ami de F. Hollande, le premier ministre A. Samaras. Cet avocat, M. Kranidiotis, est également un commentateur fréquent sur les affaires publiques, et ses articles dans des journaux de droite et des sites web populistes sont connus pour leur nationalisme et leur xénophobie. Il est allé jusqu'à suggérer dans un article que l'armée doit intervenir pour maintenir «*l'ordre*» en Grèce.

F. Hollande aurait du lire le dernier classement 2013 de RSF et la chute vertigineuse de la Grèce concernant la liberté de la presse, ou le dernier rapport de l'ONU qui pointe du doigt les conditions de détentions dans le pays, ou encore l'alerte du conseil de l'Europe qui précise que "*les attaques racistes sont une menace réelle pour la démocratie*" ou enfin la dernière intervention de l'historien Mark Mazower qui "*alerte la Grèce sur le danger sous estimé de l'Aube Dorée*".

F. Hollande aurait pu lire le rapport édifiant d'Amnesty International sur les violences policières, contrairement au ministre grec de l'ordre public N. Dendias, le chef de la toute puissante police répressive grecque. Doit-on également rappeler à F. Hollande que la police nationale d'Athènes serait noyauté par l'Aube Dorée ?

En 2012, plus de 5000 manifestations et mouvements de protestation ont eu lieu à travers le pays. Cela fait une moyenne de 14 par jour. Une nouvelle grève générale commence.

Commentaire.

Je n'ai pas pu reproduire une dizaine de messages envoyés par l'Elysée sur Twitter.

Pourquoi d'après vous les sections de l'Internationale socialiste se sont-elles toujours accomodés du capitalisme, des régimes despotiques ou des dictateurs africains notamment ? Pourquoi n'ont-elles jamais voulu mobiliser et armer les masses contre les tentatives de coup d'Etat militaire annoncées laissant la place aux militaires genre Pétain, Franco, Pinochet ou Vidéla, etc. y compris en sacrifiant leurs propres dirigeants ?

Parce qu'elles ont cessé d'être socialiste il y a 99 ans. A refuser ce constat, le mouvement ouvrier international va au devant des pires défaites.

Un article du nouvelobs.fr du 22 février 2013

Caméra cachée dans un labo pharmaceutique. (23.02)

Deux journalistes se sont infiltrés dans les coulisses d'un grand laboratoire français et auprès de visiteurs médicaux. Leur film est diffusé ce vendredi soir sur France 2.

Il était une fois une très fine journaliste de Capa nommé Sophie Bonnet, qui confia à un confrère la mission de se faire recruter pour six mois comme stagiaire dans le service marketing d'une importante firme pharmaceutique française. Capa lui confia une caméra cachée. La firme lui donna un bureau, un portable et le code intranet dont la jeune recrue ferait bon usage le soir une fois rentré à la maison.

Sophie Bonnet de son côté s'en alla promener sa caméra cachée parmi le petit monde tout aussi fermé des visiteurs médicaux qui lui ont confié des choses comme ça : "*On nous demande en formation de ne pas trop insister sur les effets secondaires. Ca peut être un problème d'avancer des qualités sur le médicament qui ne sont pas vérifiées scientifiquement.*" Nous avons rencontré cette journaliste embedded. Son documentaire, "*Laboratoires pharmaceutiques, un lobby en pleine santé*", passe ce vendredi sur France 2, à 22h25, dans la série "*Les Infiltrés*".

Pourquoi avoir infiltré un laboratoire pharmaceutique ?

- Nous voulions savoir comment se passe la campagne de lancement d'un médicament dans une firme. Comment le service marketing s'y prend pour parvenir à faire prescrire son produit et convaincre les médecins. Ce qui m'a sidérée, c'est que des médicaments dont on sait qu'ils sont mal classés par la Haute Autorité de Santé [la HAS évalue le service rendu d'un nouveau produit sur une échelle qui va de 1 à 5, NDLR], des traitements dont on sait qu'ils n'apportent aucune innovation, que leurs effets secondaires sont très mal connus, et que leur prix est exorbitant, eh bien le laboratoire va tout de même réussir à les faire prescrire en très grande quantité.

Les firmes utilisent pour cela les méthodes de marketing agressives utilisées pour n'importe quel produit de grande consommation. Voitures, ordinateurs ou médicaments, c'est pareil. C'est triste à dire mais le scandale du Médiateur aura changé très peu de choses. Il y a toujours moyen de détourner les lois promulguées, comme la "*loi anti-cadeau*" [loi de Pierre Bérégovoy datant de 1992 sur la régulation des avantages délivrés en France aux professionnels de la santé par les firmes pharmaceutiques, NDLR], pour parvenir à vendre un produit.

Un des passages les plus impressionnants de votre documentaire est celui où vous filmez en caméra cachée le PDG venu en personne faire un tour au service marketing pour galvaniser ses troupes.

- Cela se passe au moment où Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, essaye de faire passer une loi pour limiter l'impact et encadrer le travail des visiteurs médicaux. Le PDG explique très clairement qu'il préfère, si on doit faire des économies, se séparer du département Recherche plutôt que se passer de visiteurs médicaux. Ce monsieur explique aussi, très sûr de lui, qu'il va trouver un député pour faire amender la loi dans un sens favorable aux fabricants de médicaments. Et les labos effectivement sont parvenus à leurs fins car le projet de loi a été complètement édulcoré.

Les médecins qui apparaissent dans votre film semblent désinformés.

- C'est souvent le cas, oui. Mais ils pourraient en savoir plus. Les informations indépendantes sont là, à leur disposition : sur le site de la HAS, celui du Formindep, ou celui de Pharmacritique. Il existe aussi des revues indépendantes de très haute qualité comme "*Prescrire*". Les visiteurs médicaux servent de boucs émissaires. Les médecins pourraient arrêter de lire leur presse subventionnée et chercher l'information sérieuse là où elle se trouve.

Une conclusion après sept mois d'enquête ?

- Tout ce temps, j'ai à peine entendu parler des patients. Mais beaucoup de business, vente, objectifs, promotion, autorisation de mise sur le marché, concurrence. Il règne dans le monde de la santé française

une opacité générale à tous les niveaux de la chaîne. Quel que soit le sujet sur lequel on choisit d'enquêter, ce que l'on découvre est affolant.

Des sommes d'argent colossales sont en jeu. Personne n'a intérêt à ce que les patients soient mis au courant de la réalité des choses. Le court sujet présenté à la fin de mon film parle de ce qu'on appelle "*les marges arrières*". Quand un pharmacien décide de travailler avec un laboratoire génériqueur, très souvent ce labo lui reverse de l'argent.

Au cours de mon enquête, je me suis faite passer pour un pharmacien désireux de monter une officine. J'ai pris rendez-vous avec des génériqueurs français, choisis au hasard. A chacun, j'ai demandé de quels aménagements commerciaux je pourrais bénéficier si j'achetais mes médicaments chez eux. Les trois labos que j'ai vus m'ont proposé de me reverser de l'argent – jusqu'à 60% du prix des médicaments. Et l'un d'eux m'a même proposé une escroquerie à la Sécu. Des montages financiers et juridiques qui permettent de rendre ces arrangements légaux. Mais ils restent cachés.

Un article du Réseau Voltaire du 22 février 2013

Obama et Poutine vont-ils se partager le Proche-Orient ? (24.02)

Par Thierry Meyssan.

Dans un article publié le 26 janvier dernier en Russie, Thierry Meyssan expose le nouveau plan de partage du Proche-Orient sur lequel travaillent la Maison-Blanche et le Kremlin. L'auteur y révèle les principales données de la négociation en cours sans préjuger d'un accord définitif, ni de sa mise en œuvre. L'intérêt de l'article est qu'il permet de comprendre les positions ambiguës de Washington qui pousse ses alliés dans une impasse de manière à pouvoir leur imposer prochainement une nouvelle donne dont ils seront exclus.

Le président Obama s'apprête à changer complètement de stratégie internationale, malgré l'opposition que son projet a suscité dans sa propre administration.

Le constat est simple. Les États-Unis sont en passe de devenir indépendants au plan énergétique grâce à l'exploitation rapide des gaz de schistes et du pétrole des sables bitumineux. Par conséquent la doctrine Carter (1980) selon laquelle la sécurisation de l'accès au pétrole du Golfe est un impératif de sécurité nationale est morte. De même d'ailleurs que l'Accord du Quincy (1945) selon lequel Washington s'engage à protéger la dynastie des Séoud si ceux-ci leur garantissent l'accès au pétrole de la péninsule arabique. Le temps est venu d'un retrait massif qui permettra de transférer les GI's vers l'Extrême-Orient afin de contenir l'influence chinoise.

D'autre part, tout doit être fait pour empêcher une alliance militaire sino-russe. Il convient donc d'offrir des débouchés à la Russie qui la détournent de l'Extrême-Orient.

Enfin, Washington étouffe de sa relation trop étroite avec Israël. Celle-ci est extrêmement onéreuse, injustifiable au plan international, et dresse contre les États-Unis l'ensemble des populations musulmanes. En outre, il convient de sanctionner clairement Tel-Aviv qui s'est ingéré de manière ahurissante dans la campagne électorale présidentielle US, qui plus est en misant contre le candidat qui a gagné.

C'est trois éléments ont conduit Barack Obama et ses conseillers à proposer un pacte à Vladimir Poutine : Washington, qui reconnaît implicitement avoir échoué en Syrie, est prêt à laisser la Russie s'installer au Proche-Orient sans contrepartie, et à partager avec elle le contrôle de cette région.

C'est dans cet état d'esprit qu'a été rédigé par Kofi Annan le Communiqué de Genève du 30 juin 2012. À l'époque, il s'agissait juste de trouver une issue à la question syrienne. Mais cet accord a été immédiatement saboté par des éléments internes de l'administration Obama. Ils ont laissé fuiter à la presse européenne divers éléments sur la guerre secrète en Syrie, y compris l'existence d'un Presidential Executive Order enjoignant la CIA de déployer ses hommes et des mercenaires sur le terrain. Pris en tenaille, Kofi Annan avait démissionné de ses fonctions de médiateur. De son côté, la Maison-Blanche avait fait profil bas pour ne pas exposer ses divisions en pleine campagne pour la réélection de Barack Obama.

Dans l'ombre trois groupes s'opposaient au communiqué de Genève :

- Les agents impliqués dans la guerre secrète ;
- Les unités militaires chargées de contrer la Russie
- Les relais d'Israël.

Au lendemain de son élection, Barack Obama a débuté la grande purge. La première victime fut le général David Petraeus, concepteur de la guerre secrète en Syrie. Tombé dans un piège sexuel tendu par une agente du Renseignement militaire, le directeur de la CIA fut contraint à la démission. Puis, une douzaine de hauts gradés furent mis sous enquête pour corruption. Parmi eux, le suprême commandeur de l'OTAN (amiral James G. Stravidis) et son successeur désigné (le général John R. Allen), ainsi que le commandant de la Missile Défense Agency —c'est-à-dire du « *Bouclier anti-missiles* »— (général Patrick J. O'Reilly).

Enfin, Susan Rice et Hillary Clinton faisaient l'objet de vives attaques pour avoir caché au Congrès des éléments sur la mort de l'ambassadeur Chris Stevens, assassiné à Benghazi par un groupe islamiste probablement commandité par le Mossad.

Ses différentes oppositions internes étant pulvérisées ou paralysées, Barack Obama a annoncé un renouvellement en profondeur de son équipe. D'abord, John Kerry au département d'État. L'homme est partisan déclaré d'une collaboration avec Moscou sur les sujets d'intérêt commun. Il est aussi un ami personnel de Bachar el-Assad. Puis, Chuck Hagel au département de la Défense. C'est un des piliers de l'OTAN, mais un réaliste. Il a toujours dénoncé la mégalomanie des néo-conservateurs et leur rêve d'impérialisme global. C'est un nostalgique de la Guerre froide, ce temps béni où Washington et Moscou se partageaient le monde à moindres frais. Avec son ami Kerry, Hagel avait organisé en 2008 une tentative de négociation pour la restitution par Israël du plateau du Golan à la Syrie. Enfin John Brennan à la CIA. Ce tueur de sang-froid est convaincu que la première faiblesse des États-Unis, c'est d'avoir créé et développé le jihadisme international. Son obsession est d'éliminer le salafisme et l'Arabie saoudite, ce qui en définitive soulagerait la Russie au Nord-Caucasie.

Simultanément, la Maison-Blanche a poursuivi ses tractations avec le Kremlin. Ce qui devait être une simple solution pour la Syrie est devenu un projet bien plus vaste de réorganisation et de partage du Proche-Orient.

On se souvient qu'en 1916, à l'issue de 8 mois de négociations, le Royaume-Uni et la France se partagèrent en secret le Proche-Orient (Accords Sykes-Picot). Le contenu de ces accords avait été révélé au monde par les Bolcheviks dès leur arrivée au pouvoir. Il s'est poursuivi durant près d'un siècle. Ce que l'administration Obama envisage, c'est un remodelage du Proche-Orient pour le XXI^e siècle, sous l'égide des USA et de la Russie.

Aux États-Unis, bien qu'Obama se succède à lui-même, il ne peut dans la période actuelle qu'expédier les affaires courantes. Il ne reprendra ses attributions complètes que lors de sa prestation de serment, le 21 janvier. Dans les jours qui suivront, le Sénat auditionnera Hillary Clinton sur le mystère de l'assassinat de l'ambassadeur en Libye (23 janvier), puis il auditionnera John Kerry pour confirmer sa nomination (24 janvier). Immédiatement après, les 5 membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront à New York pour examiner les propositions Lavrov-Burns sur la Syrie.

Celles-ci prévoient la condamnation de toute ingérence extérieure, le déploiement d'observateurs et d'une force de paix des Nations Unies, un appel aux différents protagonistes pour qu'ils forment un gouvernement d'union nationale et planifient des élections. La France devrait s'y opposer sans pour autant menacer d'utiliser son veto contre son suzerain US.

L'originalité du plan, c'est que la force des Nations Unies serait principalement composée par des soldats de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Le président Bachar el-Assad resterait au pouvoir. Il négocierait rapidement une Charte nationale avec des leaders de l'opposition non-armée sélectionnés avec l'approbation de Moscou et Washington, et ferait valider cette charte par référendum sous contrôle des observateurs.

Ce coup de théâtre a été préparé de longue date par les généraux Hassan Tourekmani (assassiné le 18 juillet 2012) et Nikolay Bordyuzha. Une position commune des ministres des Affaires étrangères de l'OTSC a été conclue le 28 septembre et un Protocole a été signé entre le département onusien de maintien de la paix et l'OTSC. Celle-ci dispose maintenant des mêmes prérogatives que l'OTAN. Des manœuvres communes ONU/OTSC de simulation ont été organisées au Kazakhstan sous le titre « *Fraternité inviolable* » (8 au 17 octobre). Enfin, un plan de déploiement de « *chapkas bleues* » a été discuté au sein du Comité militaire de l'ONU (8 décembre).

Une fois la Syrie stabilisée, une conférence internationale devrait se tenir à Moscou pour une paix globale entre Israël et ses voisins. Les États-Unis considèrent qu'il n'est pas possible de négocier une paix séparée entre Israël et la Syrie, car les Syriens exigent d'abord une solution pour la Palestine au nom de l'arabisme. Mais il n'est pas possible non plus de négocier une paix avec les Palestiniens, car ceux-ci sont extrêmement divisés, à moins que la Syrie ne soit chargée de les contraindre à respecter un accord majoritaire. Par conséquent, toute négociation doit être globale sur le modèle de la conférence de Madrid (1991). Dans cette hypothèse, Israël se retirerait autant que faire se peut sur ses frontières de 1967. Les Territoires palestiniens et la Jordanie fusionneraient pour former l'État palestinien définitif. Son gouvernement serait confié aux

Frères musulmans ce qui rendrait la solution acceptable aux yeux des gouvernements arabes actuels. Puis, le plateau du Golan serait restitué aux Syriens en échange de l'abandon du lac de Tibériade, selon le schéma envisagé jadis aux négociations de Shepherdstown (1999). La Syrie deviendrait garante du respect des traités par la partie jordano-palestinienne.

Comme dans un jeu de domino, on en viendrait alors à la question kurde. L'Irak serait démantelé pour donner naissance à un Kurdistan indépendant et la Turquie serait appelée à devenir un État fédéral accordant une autonomie à sa région kurde.

Côté US, on souhaiterait prolonger le remodelage jusqu'à sacrifier l'Arabie saoudite devenue inutile. Le pays serait divisé en trois, tandis que certaines provinces seraient rattachées soit à la fédération jordano-palestinienne, soit à l'Irak chiite, conformément à un vieux plan du Pentagone ("*Taking Saudi out of Arabia*", 10 juillet 2002). Cette option permettrait à Washington de laisser un vaste champ d'influence à Moscou sans avoir à sacrifier une partie de sa propre influence. Le même comportement avait été observé au FMI lorsque Washington a accepté d'augmenter le droit de vote des BRICS. Les États-Unis n'ont rien cédé de leur pouvoir et ont contraint les Européens à renoncer à une partie de leurs votes pour faire de la place aux BRICS.

Cet accord politico-militaire se double d'un accord économique-énergétique, le véritable enjeu de la guerre contre la Syrie étant pour la plupart des protagonistes la conquête de ses réserves de gaz. De vastes gisements ont en effet été découverts au Sud de la Méditerranée et en Syrie. En positionnant ses troupes dans le pays, Moscou s'assurerait un plus large contrôle sur le marché du gaz dans les années à venir.

Le cadeau de la nouvelle administration Obama à Vladimir Poutine se double de plusieurs calculs. Non seulement détourner la Russie de l'Extrême-Orient, mais aussi l'utiliser pour neutraliser Israël. Si un million d'Israéliens ont la double nationalité états-unienne, un autre million est russophone. Installées en Syrie, les troupes russes dissuaderaient les Israéliens d'attaquer les Arabes et les Arabes d'attaquer Israël. Par conséquent, les États-Unis ne seraient plus obligés de dépenser des sommes phénoménales pour la sécurité de la colonie juive.

La nouvelle donne obligerait les États-Unis à reconnaître enfin le rôle régional de l'Iran. Cependant Washington souhaiterait obtenir des garanties que Téhéran se retire d'Amérique latine où il a tissé de nombreux liens, notamment avec le Venezuela. On ignore la réaction iranienne à cet aspect du dispositif, mais Mahmoud Ahmadinejad s'est d'ores et déjà empressé de faire savoir à Barack Obama qu'il ferait tout ce qui est en son possible pour l'aider à prendre ses distances avec Tel-Aviv.

Ce projet a des perdants. D'abord la France et le Royaume-Uni dont l'influence s'efface. Puis Israël, privé de son influence aux États-Unis et ramené à sa juste proportion de petit État. Enfin L'Irak, démantelé. Et peut-être l'Arabie saoudite qui se débat depuis quelques semaines pour se réconcilier avec les uns et les autres afin d'échapper au sort qui lui est promis. Il a aussi ses gagnants. D'abord Bachar el-Assad, hier traité de criminel contre l'humanité par les Occidentaux, et demain glorifié comme vainqueur des islamistes. Et surtout Vladimir Poutine qui, par sa ténacité tout au long du conflit, parvient à faire sortir la Russie de son « containment », à lui rouvrir la Méditerranée et le Proche-Orient et à faire reconnaître sa prééminence sur le marché du gaz.

Source :

Odnako (Fédération de Russie)

Hebdomadaire d'information générale. Rédacteur en chef : Mikhail Léontieff.

Un article de l'AFP du 24 février 2013

Vers une fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu, plus vieil hôpital de Paris. (25.02)

Les urgences de l'Hôtel-Dieu, l'hôpital le plus ancien de Paris, devraient finalement fermer, a-t-on appris dimanche de sources concordantes, tandis que la direction affirme ne pas avoir pris de décision définitive à ce sujet.

"Les urgences vont fermer, mais il restera un centre d'accès aux soins en urgence ouvert 24/24 à tous les cas non graves", a affirmé dans une interview au Journal du Dimanche Jean-Marie Le Guen, député PS et président du conseil de surveillance de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris).

"Faute de pouvoir financer des travaux de mise aux normes au coût exorbitant, le très vieil Hôtel-Dieu ne pouvait plus fonctionner. A la place nous allons créer un +hôpital debout+, un hôpital de santé publique où l'on ne dormira pas, l'hôpital du XXIe siècle", a-t-il ajouté.

Interrogée par l'AFP, la direction a assuré que la décision définitive n'était pas encore arrêtée.

"La décision définitive de ce que sera l'Hôtel-Dieu demain ne peut pas être prise par la direction tant que le processus de consultation des instances internes et des partenaires externes n'est pas achevé", a déclaré Sophie Albert, directrice de projet de l'Hôtel-Dieu.

"Nous travaillons aujourd'hui à réorganiser les flux des patients les plus lourds et offrir pour les autres une possibilité de venir en consultation de médecine générale, que ce soit en urgence ou pas, ouverte 24 heures sur 24", a-t-elle détaillé.

Ces orientations, contenues dans un rapport remis début février, "sont actuellement présentées aux différentes instances", a expliqué Mme Albert.

Bernard Granger, membre de la CME (Commission médicale d'établissement), a toutefois indiqué à l'AFP que "la direction avait confirmé en interne sa volonté de fermer les urgences".

"Elles seront remplacées par une maison médicalisée prenant en charge les urgences plus bénignes mais le Samu et les pompiers emmèneront les cas graves vers d'autres hôpitaux", a-t-il précisé.

Mais selon lui, "la réflexion n'est pas aboutie" au sujet de cette maison médicalisée: "il faut trouver des médecins, l'ouverture 24/24 paraît compliquée et la question de son équilibre économique avec des consultations en secteur 1 (tarifs Sécu) se pose".

La direction de l'AP-HP avait dévoilé en septembre son projet concernant l'avenir de l'Hôtel-Dieu, situé au coeur de la capitale.

L'établissement, dont les locaux nécessitent une rénovation coûteuse, deviendrait un centre de recherche et d'enseignement, privé de lits d'hospitalisation.

Alors que plusieurs services ont déjà été transférés à l'hôpital Cochin (XIVe arr.) , les syndicats avaient manifesté à plusieurs reprises contre une éventuelle fermeture des urgences, qui ont accueilli 43.000 patients en 2011.

En novembre, la CME, instance au rôle majeur dans la politique médicale des hôpitaux, s'était prononcée pour la fermeture progressive en 2013, invoquant des raisons de sécurité pour les patients.

"Presque tous les services d'hospitalisation de l'Hôtel-Dieu auront été transférés à la fin de l'année et (...) l'hôpital ne pourra plus assurer la sécurité continue des soins sur place", avait-elle estimé.

Dans une lettre adressée fin octobre à la directrice générale de l'AP-HP Mireille Faugère, le maire de Paris Bertrand Delanoë s'était dit "personnellement très attaché" au maintien des urgences.

Commentaire.

C'est un faux prétexte pour fermer cet hôpital. En Inde on serait très fier et très heureux d'avoir un tel hôpital et un tel personnel à notre service. S'il faut fermer l'Hôtel-Dieu parce qu'il n'est aux normes, alors il faut fermer 90% des hôpitaux dans le monde.

On ferait peut-être mieux de faire disparaître le plus tôt possible le parti réactionnaire de Jean-Marie Le Guen et ses semblables dans le monde, c'est une question de santé publique !

Un article d'oceanews.fr du 25 février 2013

Grèce : un ancien diplomate grec prédit l'insurrection sociale et des manifestations sanglantes. (25.02)

Un ancien diplomate grec, Leonidas Chrysanthopoulos, s'est confié depuis qu'il a démissionné de son poste au ministère grec des affaires étrangères. Il prédit une insurrection sociale avec des manifestations violentes en Grèce et indique que le gouvernement aurait engagé BlackWater, l'entreprise américaine militaire privée tristement célèbre pour ses activités en Irak, pour protéger le parlement. S'il semble être rassuré sur les forces armées grecques et un éventuel coup d'Etat, il ne mâche pas ses mots sur le gouvernement, l'UE et le futur sombre qui attend le pays.

Leonidas Chrysanthopoulos était un diplomate du ministère grec des affaires étrangères. En tant que jeune officier en service dans les années 1970, il a contribué à assurer l'adhésion de la nation alors fraîchement démocratique à l'Union Européenne (à l'époque la CEE). Il a été ambassadeur d'Athènes en Pologne, en Albanie et au Canada, et, enfin, le directeur général des affaires européennes au sein du ministère.

L'an dernier, il a finalement démissionné en tant que secrétaire général de l'organisation de coopération de la mer Noire, est parti dans le secteur privé, et se sent désormais libre de parler ouvertement de sa fureur sur ce que font l'Europe et les prêteurs internationaux à son pays.

"A un certain moment, très bientôt, il y aura une explosion des troubles sociaux. Cela sera très désagréable" dit-il. Dans les dernières semaines, les bureaux des partis au pouvoir ont été incendiés, ainsi que les maisons de journalistes pro-gouvernementaux. Le siège du parti de la Nouvelle Démocratie au pouvoir a été mitraillé et quelques jours plus tard, une bombe a explosé dans un centre commercial appartenant au 2ème citoyen le plus riche du pays. Personne n'a été gravement blessé par les attaques.

"Il s'agit d'une escalade des actions", s'inquiète-t-il, ajoutant qu'il s'attend à ce que *"l'explosion"* se produise tôt ou tard. Il prédit que l'étincelle arrivera quand les nouveaux impôts et les nouvelles taxes avec effet rétroactif viendront à échéance dans les prochains mois et que les gens ne pourront tout simplement pas payer. *"Il y aura de nouvelles hausses des actions armées. Il y aura des manifestations sanglantes."*

"Ces actions sont condamnables, bien sûr, mais je pense que ce genre d'activité armée augmentera aussi longtemps que le gouvernement continue d'imposer des mesures oppressives contre le peuple grec."

Le Premier ministre belge Elio di Rupo a dit à Davos que l'Europe doit changer la course de l'austérité dans les six mois s'il n'y a aucun signe de reprise. Ce sont des paroles d'espoir pour Chrysanthopoulos, mais il craint que cela ne soit déjà trop tard pour son pays.

"Nous n'avons pas six mois. Si l'UE veut changer quelque chose, ils doivent le changer hier. Nous avons même des problèmes à enterrer les morts parce que les gens ne peuvent plus payer les frais d'obsèques. Nous nous dirigeons sur la voie de la destruction. (...) La situation en Grèce est dramatique. Si nous poursuivons la voie de l'austérité, nous finirons par un désastre. Si la Grèce d'abandonne l'euro et revient à la drachme, la situation serait difficile, mais plus facile à gérer. Si nous devons revenir à la drachme, cela se ferait progressivement avec les deux monnaies en coexistence pour une période d'un an, ce que nous avons fait lorsque nous avons adopté l'euro. Mais avec une monnaie nationale, la Grèce sera en mesure de la dévaloriser et de rendre son économie plus compétitive."

L'été dernier, la coalition dirigée par Antonis Samaras a lancé une répression majeure (l'opération "Xenius Zeus", le nom de l'ancien dieu de l'hospitalité) sur les migrants irréguliers, détenant jusqu'à 60.000 personnes dont 4.200 seulement ont été arrêtées pour des infractions - une décision qui a été critiquée par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme.

Chrysanthopoulos a indiqué que le gouvernement a engagé Blackwater, l'entreprise américaine militaire privée tristement célèbre pour ses activités en Irak, qui porte désormais le nom de "Academi". Il en explique la raison sans ambages : *"Le gouvernement grec n'a pas confiance en sa police, dont les salaires ont également été réduits."*

Dans une interview fin 2012, il a indiqué :

"La démocratie n'existe plus en Grèce. Les mesures d'austérité récemment adoptées étaient inconstitutionnelles selon les plus hauts tribunaux de la Grèce. Un membre du Parlement et ancien ministre a indiqué à la télévision que les mesures sont inconstitutionnelles, mais qu'ils doivent les voter. De cette façon, il ouvertement violé le serment qu'il a pris quand il a prêté serment de protéger la Constitution.

Le gouvernement grec a récemment conclu un accord avec la société remplaçante de Blackwater pour engager des mercenaires pour la protection du Parlement. Cependant, le Parlement, dans les démocraties, ne requiert aucune protection. Des directives ont été données aux médias sur ce qui peut être dit et toléré et ce qui ne peut être toléré [voir ici]. Les journalistes qui ne se conforment pas sont harcelés par des agents du gouvernement ou arrêtés. Un autre journaliste a été sommairement congédié de la télévision d'Etat, car il a montré le premier ministre qui était hué lors des célébrations de la fête nationale. Et l'UE se fout de la démocratie en Grèce comme elle le fait à propos de la démocratie dans d'autres pays, comme la Turquie."

Cependant il précise que via ce qu'il entend par les contacts qu'il entretient parmi ses anciens collègues et des politiciens, il est convaincu qu'il n'y aura pas de coup d'Etat militaire, contrairement à 1967.

"Il y a des contacts de certains hommes politiques avec des éléments des forces armées afin de garantir que, dans le cas d'une agitation sociale importante, l'armée n'interviendra pas."

"Je ne veux pas aller trop dans les détails ici car il s'agit d'une question délicate", poursuit-il. "Mais à la suite de ces contacts, je pense que cela va être un succès."

Il déplore ce qui s'est passé à l'UE dans laquelle il a passé une grande partie de sa carrière: *"Je faisais partie de l'équipe de négociation en tant que jeune diplomate qui a amené la Grèce à l'UE. L'UE que nous avons rejoint en 1981 n'existe plus."*

"Nous avons besoin d'un changement de cap."

Une étude de la fédération grecque des PME a récemment estimé que plus de la moitié des foyers grecs était menacée d'insolvabilité en 2013. Plus d'un tiers de la population grecque vit désormais sous le seuil de pauvreté.

2013, l'année du printemps grec ?

Commentaire.

Que d'illusions dans cet article, il est rassuré sur l'armée, moi tous les matins en me réveillant je m'attends à l'annonce d'un coup d'Etat militaire en Grèce. La Grèce après la France et l'Inde, c'est devenu mon troisième pays, tous les jours je reçois des articles et je suis la situation au jour le jour.

Le prolétariat grec doit s'organiser et s'armer...

Un article de 20minutes.fr du 25 février 2013

Une majorité de Français confrontés à des fins de mois difficiles. (26.02)

Plus d'un Français sur cinq se dit dans une situation financière précaire qui l'oblige à rogner sur tous les postes de consommation, y compris l'alimentation et la santé, et près de la moitié déclare avoir tout juste de quoi boucler son budget, selon une étude publiée lundi...

Selon le baromètre CA Com/BFM Business/Ipsos/CGI Consulting; 22% des sondés déclarent être dans une situation financière «*précaire*», ne leur permettant pas de faire face aux dépenses élémentaires de la vie courante (alimentation, santé, logement).

14% indiquent être obligés de puiser dans leurs économies pour boucler leur budget en fin de mois. Parmi ceux qui disposent encore de revenus suffisants, 45% estiment avoir tout juste de quoi terminer le mois. Seuls 32% parviennent à mettre de l'argent de côté.

Sus au superflu

Conséquence de cette situation, près de la moitié des Français (46%) déclare se contenter de l'essentiel. Seul 1% déclare pouvoir dépenser sans compter, tandis que la quasi-majorité (45%) jouent la carte des dépenses «*raisonnables*» pour acheter ce qui leur fait envie.

Les Français se montrent, pour la plupart, pessimistes sur l'avenir puisque 55% des personnes interrogées s'attendent à voir leur pouvoir d'achat encore diminuer en 2013. Plus d'un tiers (31%) pensent que leur situation va rester la même, tandis que 12% seulement tablent sur une amélioration.

Près d'un Français sur six (59%) se dit inquiet de basculer un jour dans la précarité. Cette crainte touche désormais l'ensemble de la population, y compris les cadres supérieurs (43%).

Commentaire.

Tout cela est à prendre avec du recul ou beaucoup de précautions. De quel niveau de consommation ou de vie partent-ils, disposent-ils réellement ? Qu'entendent-ils par "*essentiel*" ? Qu'est-ce qui pour eux sont des dépenses «*raisonnables*» ?